Budget 2024 : la foire aux taxes est ouverte

P. 2 et 3

La réaction de Goldman à la folie médiatique

P. 4



Crash de la sonde russe Luna-25

Zelensky : “C'est plutôt Poutine qui ferait bien…

Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi

108e ANNÉE – N° 5363 – mercredi 23 août 2023 – 1,50 €

D.O.M. 1,90 € - Suisse 2,60 FS - Belgique / Luxembourg / Grèce 1,70 € - Espagne / Port. Cont 1,70 € - Italie 1,80 € - Tunisie 5 DT - Maroc 20 MAD - Afrique CFA 1200 CFA - Allemagne 2,70 € - Canada 3,95 Dc - GB 1,60 £

… de s'écraser !”



EELV et LFI défendent Médine après ses propos antisémites :

“On ignorait que c'était aussi un dé-rappeur !”

MIGRANTS CLIMATIQUES



Le béton mal armé pour la crise

CÔTÉ IMMOBILIER, la crise semble bien partie pour battre des niveaux historiques dans l'Hexagone. A défaut des prix, dont la forte baisse pourrait – peut-être – relancer les ventes, c'est le nombre de transactions qui s'effondre. Dans l'ancien, elles ont déjà chuté de 20 % durant le premier semestre (par rapport à la même période en 2022). Dans le neuf, la dégringolade s'avère encore plus spectaculaire, avec – 39,5 % de réservations en moins sur un an pour les appartements et même – 45 % pour les maisons individuelles (« Le Figaro », 18/8).

La descente aux enfers se révèle encore plus violente dans les grandes métropoles (Paris, Nice-Côte d'Azur, Bordeaux, Lille…). Elle semble, en revanche, épargner les campagnes, où les prix – qui étaient restés beaucoup plus sages ces dernières années – demeurent à peu près stables, tout comme le nombre de transactions.

Première responsable de la crise : la hausse vertigineuse des taux d'intérêt. Depuis le 1er janvier 2022, les banques les ont multipliés par près de quatre ! Conséquence : un couple qui pouvait emprunter 100 000 euros ne peut plus prétendre qu'à 72 000 euros…

Résultat de cette flambée des taux et de la mise en place de critères de prêt de plus en plus sélectifs : le nombre de nouveaux emprunts a été divisé par deux depuis l'an passé. Avec comme principales victimes les foyers modestes, qui n'arrivent plus à réaliser leurs projets immobiliers.

Pour se défausser, les établissements de crédit assurent qu'ils ne font que suivre l'envolée des taux décidée par la Banque centrale européenne. Et qu'ils sont obligés d'appliquer les nouvelles règles fixées par la Banque de France : aucun prêt ne doit dépasser une durée de vingt-cinq ans, et les remboursements, assurances comprises, ne peuvent plus dépasser la barre des 33 % des revenus disponibles du foyer.

C'est bien connu : un banquier, c'est fait pour palper, pas pour être responsable de quoi que ce soit…

H. L.

Gardien du ample

« UNE INITIATIVE *politique d'ampleur »*, a claironné Macron alors qu'il était encore en vacances à Brégançon. Mais, vu le programme de sa rentrée, il risque fort de devoir en prendre plusieurs. Et ce avant même d'avoir dit grand-chose de la première initiative en question. A part pour un de ces effets d'annonce qu'il affectionne et qui ont souvent pour premier effet quand on découvre ce qu'il survend : la déception.

Ainsi, en attendant les détails qu'il fournira sans doute cette semaine dans une interview, l'*« ampleur »* concernerait une série de rencontres avec les représentants des oppositions afin de chercher s'il n'y aurait pas moyen de *« s'entendre sur les grands enjeux du pays »*, voire de *« créer l'unité »* sur les sujets censés ne pas trop fâcher, comme le réchauffement climatique, le plein-emploi, les services publics, et plus si affinités. Mais, outre le fait que Borne, avec le succès que l'on sait, a déjà tenté ce genre de tractations, venir en cette rentrée parler d'*« unité »* aux représentants de la Nupes, qui est en train de voler en morceaux, ne manquera pas, évidemment, d'être un grand moment.

Quant à l'*« ampleur »*, elle reste surtout celle du problème majeur de ce second quinquennat de Macron : sa majorité trop juste pour être absolue, à l'origine de toutes ces tentatives de petits arrangements chaque fois qu'il s'agit de faire voter un projet de loi. Un problème qui se pose de façon cruciale en cette rentrée, avec des textes qui ne vont pas manquer de faire monter les enchères. Entre le budget 2024, qui a déjà fait grimper LR aux rideaux et sur lequel les risques de recours au 49.3 et de motions de censure planent déjà, et l'immigration, objet, elle aussi, d'âpres négociations, ainsi que de menaces de la part des mêmes, très énervés sur la question depuis que Macron a réaffirmé qu'il ne serait en aucun cas question de déroger au droit européen en la matière, ce que réclame une partie de LR. Là encore, *« créer l'unité »* ne sera pas une mince affaire.

Mais c'est le budget *(lire p. 2 et 3)* qui laisse plus que présager de très amples difficultés. Car les parlementaires de l'opposition ne sont qu'une partie du problème. A plus de 3 000 milliards d'euros de dette, avec des taux d'intérêt qui remontent et alourdissent encore le passif, ce budget 2024 dépasse le cadre de l'Assemblée. Outre les agences de notation, qui sont aux aguets et rendront, en octobre, pour deux d'entre elles, leur avis sur nos comptes publics, Bruxelles suit aussi de très près une rigueur budgétaire que le *« quoi qu'il en coûte »* a sérieusement cabossée. Enfin, pour ne pas dire surtout, ce sont les Français qui seront les premiers à subir les conséquences de ce budget 2024, pour lequel l'exécutif va impérativement devoir trouver des solutions. Et elles s'annoncent douloureuses.

Entre l'énormité de la dette et les besoins urgents d'investissement, notamment pour l'écologie, il va devoir à la fois faire des économies (aides à l'emploi, dépenses de santé) et trouver de nouvelles rentrées (prélèvements et taxes sur les autoroutes et les billets d'avion). Autrement dit de l'austérité et de nouveaux impôts qui ne disent pas leur nom. On ne connaît pas encore tous les détails des mesures, mais, au bout du compte, ce sera forcément *« ampleur »* et grincements de dents !

Erik Emptaz

LE SUSPENSE DEMEURE



L'HÔPITAL TIENT LE COUP MALGRÉ LA CANICULE



Le Journal intime du dimanche

LA VIE est dure, à CNews : les débats y sont âpres, les polémiques constantes… Alors les journalistes de la chaîne bolloréenne trouvent un peu de réconfort au « Journal du dimanche » et se confient dans ses colonnes.

Pascal Praud nous propose ainsi un voyage en nostalgie. **« En juillet 1980, mon amoureuse s'appelait Sylvie »**, s'épanche le présentateur télé (le « JDD », 20/8). A propos des amies de sa mère : **« J'ai joué au docteur avec leurs filles, j'ai joué au foot avec leurs fils. »** Puis : **« Elles me rappellent combien j'étais remuant quand j'avais 10 ans, mais combien elles m'aimaient bien quand même… »** Tout petit déjà, c'était un bon bougre, ce Praud. Il se souvient de **« tantes à moustache qui** [les] **embrassaient à qui mieux mieux dans des saveurs de vinasse, de sueur et –** [il] **ose le dire – de pisse »**. Il ose tout ! Et de pleurer **« une France que les Trente Glorieuses, la déchristianisation et Mai-68 ont changée de fond en comble »**. Qui a dit qu'un journal intime ne pouvait pas être politique ?

Christine Kelly, elle, s'engage : **« J'ai mal à ma Guadeloupe. »** L'animatrice de « Face à l'info » commence son enquête sur la plage, à 9 h 50 précises. Dans l'eau, une femme d'une soixantaine d'années papote avec d'autres nageurs. Bilan : **« Cette politesse naturelle et souriante rappelle l'attachement des Antillais aux valeurs.** (…) **Ces valeurs de la France qui se perdent. »** Pour parler de l'éducation en souffrance dans le département, elle cite « [son] **jeune neveu scolarisé en cinquième »**. Pour évoquer les canalisations vétustes qui bloquent l'accès à l'eau potable sur l'archipel, elle fait appel à « [s]**a mamie de 99 ans, en pleine santé »**.

Mais le véritable cri du cœur vient de Jacques Vendroux : **« Je souhaite que l'on revienne à une numérotation républicaine dans le football »**, lance-t-il, opposé qu'il est à la possibilité pour les joueurs de porter des maillots jusqu'au numéro 100. Il prend des risques : **« Alors, oui, je rejoue le vieux con de service, mais, tant que je pourrai le dire, je le dirai. »**

Il n'y a guère qu'au « JDD » que l'on peut se con… fesser ainsi.

F. R.-G.

Sarko, Mémoires d'ouvre-tombe

IL REVIENT pour sa tournée Star 2000. Comme toutes les anciennes gloires, il ne veut pas être enterré vivant. Il le confesse dans son dernier ouvrage, édité chez l'ami Bolloré : **« J'ai voulu être aimé des Français. »** Et il le veut toujours, même s'ils ne l'aiment plus : les électeurs ont préféré Hollande à sa réélection, en 2012, son camp l'a placé en 3e position, derrière Fillon et Juppé, à la primaire de 2016. Ça fait mal à l'ego pour qui n'est **« jamais parvenu à l'insensibilité souvent prêtée aux grands fauves de la politique »**. Depuis, il rôde toujours autour de l'Elysée, shooté à la nostalgie. L'actuel couple présidentiel le soigne, qui a compris qu'il était sensible à la flatterie.

Ses Mémoires sont chaque fois prétexte à remonter sur scène. Il ne fait plus les Zénith, mais les librairies. Il cherche de la chaleur humaine pour desserrer la pression des juges. Il tente de faire durer le plaisir de l'époque où il était puissant : trois tomes pour un seul quinquennat, 592 pages pour la dernière livraison, ça s'appelle étirer le temps, c'est son côté Marcel à la recherche de ce tant perdu. En fait, il triche, une fois de plus.

Ce sont moins des Mémoires que des machines à s'auto-célébrer. Il fait la leçon sur la Russie, lui que Poutine avait mis KO au Kremlin, et il dézingue tous ceux qui lui ont manqué. Comme les chanteurs qui satisfont leur public en reprenant leurs tubes, il rejoue les haines recuites avec Chirac, Hollande, Bayrou. Mais il a aussi de nouvelles cibles, Valérie Pécresse en tête, la candidate qu'il a traitée comme une simplette en 2022 : **« Quelle que fût sa bonne volonté, elle n'était pas prête** (…)**. Je pressentais une catastrophe. Ce fut un désastre. »** Tous ceux qui prétendent reprendre un jour son rôle de président de droite et rêvent d'une candidature en 2027 sont fusillés. Edouard Philippe est comparé au supplétif Fillon : les deux **« ne sont jamais meilleurs que quand ils adoptent des postures qui peuvent dissimuler un manque de leadership »**. Jean Castex est exécuté : **« Il n'apprécie guère la confrontation** (…)**. Il peut lui arriver de préférer l'habileté au courage, ce qui pourrait lui nuire si jamais il augmentait la mise de ses ambitions. »**

Il n'en est qu'un qui trouve grâce aux yeux de Sarko : Gérald Darmanin, qui fait tout comme lui. **« Son succès me ferait plaisir. »** Et pour cause, ce serait le sien. Sarko s'aime tant qu'il ne peut pas aimer les autres. Sauf s'ils l'ont érigé en modèle et le singent en tous points.

J.-M. Th.

POUR SARKOZY, IL FAUT “RENOUVELER” LE DIALOGUE AVEC VLADIMIR POUTINE



La noix d'honneur

DÉCERNÉE dans les étoiles à l'agence spatiale russe Roscosmos, qui a expliqué dans un communiqué (20/8) : « [La sonde Luna-25] **a cessé d'exister à la suite d'une collision avec la surface lunaire. »**

Il n'y a pas de guerre en Ukraine, juste une « **opération militaire spéciale** » ; il n'y a pas de sonde russe qui s'écrase sur la Lune, juste plus de sonde du tout.

Compris ?

Moscou bas contre les libertés

UN **« dernier îlot de liberté »** vient de disparaître dans la « Novorossia » (« Nouvelle-Russie ») voulue par Poutine. Le tribunal municipal de Moscou a ordonné, le 18 août, la dissolution du centre qui portait le nom du Prix Nobel de la paix Andreï Sakharov (1921-1989), père de la bombe H soviétique, devenu l'un des principaux dissidents en URSS. Le Centre Sakharov conservait ses archives et présentait une exposition permanente sur les crimes soviétiques, tout en accueillant des centaines de conférences et en organisant des formations sur les droits de l'homme… C'est dans son enceinte qu'avait été exposée, en 2015, la dépouille mortelle de l'opposant Boris Nemtsov, tué par balle sur un pont tout proche du Kremlin.

La justice aux ordres reproche au centre d'avoir outrepassé son statut infamant d'**« agent de l'étranger »**, décerné depuis 2014, en organisant des événements hors de sa **« zone d'activité »**. Un motif déjà invoqué en janvier pour dissoudre le Groupe Helsinki, la plus ancienne ONG russe de défense des droits humains, fondée en 1976. Le même mois, la ville de Moscou avait déjà contraint le Centre Sakharov à déménager, arguant que son classement comme **« agent de l'étranger »** ne lui permettait plus de bénéficier de locaux municipaux.

Après la dissolution de la fameuse ONG Memorial, en décembre 2021, c'est un des tout derniers lieux de contre-pouvoir et de mémoire qui s'éteint à Moscou.

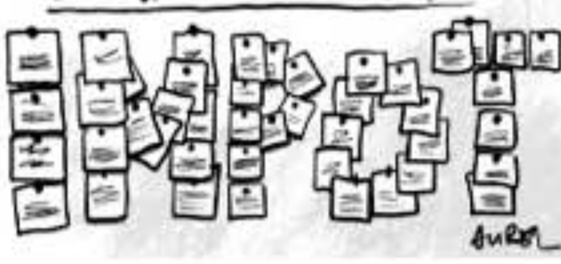
Silence dans les rangs. **D. F.**



La foire aux taxes est ouverte

L'ARBITRAGE a été rendu par la Première ministre : dès le 1er janvier 2024, les propriétaires de biens loués via Airbnb vont devoir passer un peu plus à la caisse. Pile l'année où les JO, qui ont lieu à Paris, vont faire exploser les affaires de la plateforme… Jusqu'à maintenant, la plupart des loyers tirés d'une habitation commercialisée via Airbnb bénéficiaient d'un abattement de 71 %. Il va être limité à 30 %, comme pour une location non meublée.

Dans la course pour trouver des milliards d'euros de recettes supplémentaires, les hauts fonctionnaires de Bercy examinent depuis des semaines toutes les pistes possibles. Parmi les hypothèses envisagées figurent une diminution de la prise en charge par l'Etat du coût de l'apprentissage, une baisse du nombre des emplois aidés pour revenir progressivement au niveau d'avant-crise, la taxation des société d'autoroutes et des infrastructures de transport, et la confirmation de la fin de la loi Pinel sur le logement. Et, comme « Le Canard » (2/8) l'a déjà souligné il y a trois semaines, toute une réserve de mesures concernant la santé sont aussi examinées : doublement de la franchise par boîte de médicaments, qui passerait ainsi de 0,50 à 1 euro, comme celle sur les actes paramédicaux et pour les transports sanitaires. Toutes mesures qui, sauf virage de dernière minute, devraient figurer dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.



Aux dernières nouvelles, la baisse d'impôts de 2 milliards pour les classes moyennes promise par Emmanuel Macron d'ici à la fin de son quinquennat est renvoyée à des jours meilleurs. Quant à la suppression de la part restante de la CVAE, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, qui atteint 4 milliards, elle devrait avoir lieu en 2024 ; l'arbitrage définitif n'est pas encore rendu. Bercy souhaite sa suppression en quatre ans, soit 1 milliard par an. Et l'Elysée, en deux ans. Le patronat, lui, exige sa suppression totale et immédiate. Evidemment.

En revanche, une piste est déjà abandonnée : une augmentation de la taxe sur l'alcool, le « droit d'accise ». Depuis des années, celui-ci augmente lors du vote du budget en tenant compte du taux d'inflation enregistré deux ans auparavant, dans une limite de 1,8 %. Le souhait de Bercy était de prendre désormais en compte l'année précédente, soit N – 1 à la place de N – 2, et que le plafonnement à 1,8 % disparaisse.

Dès le 18 juillet, des élus macronistes des régions viticoles, menés par le Girondin Thomas Cazenave, qui n'était pas encore sous-ministre aux Comptes publics, sont montés au créneau sur le thème : « La viticulture est déjà malade, notamment dans le Bordelais, où il va falloir arracher 10 000 hectares de vigne. Une telle hausse va provoquer une révolte et ouvrir une autoroute au Rassemblement national dans les territoires ruraux. » Et voilà entre 200 et 300 millions de plus à trouver pour Bruno Le Maire.

Elisabeth Borne a récemment confié à l'un de ses ministres : « *La préparation du budget 2024 ne s'annonce pas comme une promenade de santé.* » Pour les contribuables non plus.

Darmanin la joue "populo"

C'est par texto ou par simple coup de fil que Gérald Darmanin a convié ses invités au grand raout qu'il organise le 27 août à Tourcoing pour marquer sa rentrée.

Il s'agit de faire simple, et même « *populaire* », le mot fétiche du ministre de l'Intérieur, qui a prévu pour le déjeuner un menu saucisses-frites et pour décor un terrain de boules.

Et pas de casquettes ni de gros rouge qui tache ?

A boire et à manger

Au moins deux ministres et 80 parlementaires de la majorité devraient être présents, dimanche, à Tourcoing, à commencer par le président du groupe Renaissance, Sylvain Maillard. Mais aussi une dizaine de députés LR, dont deux au moins ont voté la censure.

Parmi les membres du gouvernement qui feront le déplacement, Agnès Pannier-Runacher, une régionale de l'étape, et Oliver Dussopt, qui « *trouve très bien de parler des classes populaires* ».

Grand absent, en revanche, l'autre transfuge de la droite en 2017, Bruno Le Maire, qui organisera trois jours plus tôt sa propre rentrée en Haute-Savoie.

A part ça, la compétition présidentielle n'a pas du tout commencé…

Les MoDem perdent le Nord

Interdits de voyage à Tourcoing, en revanche, les parlementaires et les ministres issus du MoDem. L'oukase est venu de François Bayrou lui-même, alors que trois membres du gouvernement avaient accepté l'invitation, parmi lesquels Philippe Vigier, le ministre délégué… auprès de Darmanin, chargé des Outre-Mer.

« *C'est une initiative sécessionniste*, a tranché Lou Bayrou. *Hors de question de cautionner ça.* »

Et, en matière de sécession, il sait de quoi il parle.

Vu de Brégançon

Emmanuel Macron observe avec un mélange d'agacement et de pragmatisme le grand remue-ménage de son ministre de l'Intérieur. Certes, « *il franchit toutes les lignes jaunes*, a-t-il confié à un interlocuteur depuis Brégançon. *Mais son énergie m'est utile* ».

Avant de quitter Paris pour sa résidence de vacances, il avait d'ailleurs demandé à ses ministres de « [se] *concentrer sur les problèmes de la rentrée* » plutôt que de « *parler de la présidentielle* ».

« *La présidentielle*, estime-t-il, *ça a toujours rendu tout le monde dingue.* » Et de distiller cet autre conseil : « *Il faut taper, mais taper proprement, pour que ce soit efficace.* »

François Hollande a payé pour le savoir.

Sarko marionnettiste

Le Président voit derrière l'offensive de Darmanin la main de son autre prédécesseur Nicolas Sarkozy. Et il a des preuves. D'abord, le dîner entre les époux Sarko et les époux Darmanin, à la fin du mois de juillet au Cap-Nègre, dans la résidence de famille de Carla Bruni. Et, surtout, ces quelques lignes dans le nouveau tome des Mémoires de Sarkozy, « Le Temps des combats » (Fayard), qui sort ce 22 août.

« *Saura-t-il franchir une autre étape, voire l'étape ultime, celle qui mène à la présidence de la République ?* écrit Sarko à propos du ministre de l'Intérieur. *Je le lui souhaite car il a des qualités évidentes.* »

Notamment celle de n'avoir jamais renié sa fidélité à Sarkozy…

Le Journal de la discorde

Deux semaines après la secrétaire d'Etat Sabrina Agresti-Roubache, c'est donc un autre proche de Macron, lui aussi ex-LR, le député Renaissance Karl Olive, qui s'est affranchi des consignes pour donner une tribune au « Journal du dimanche » (20/8) version Bolloré-Zemmour.

Face à l'interdiction édictée par le président du groupe, Sylvain Maillard, Olive dénonçait déjà « *une injonction ridicule et malvenue* ». Une fois l'« injonction » bravée, il ne regrette rien.

« *La politique de la chaise vide est une fausse bonne idée*, plaidait-il, le 21 août, auprès de quelques collègues. *C'est un piège qui va se refermer sur nous. Qu'est-ce qu'il se passera quand, dans deux ou trois semaines, Maillard nous autorisera à parler au "JDD" ou sur CNews ? On va rigoler !* »

C'est bien la première fois que Bolloré donne l'occasion de rigoler…

Le coup de gueule de Borne

L'initiative de Karl Olive a prodigieusement agacé Elisabeth Borne. A peine rentrée à Paris, elle a téléphoné au président du groupe macroniste à l'Assemblée, Sylvain Maillard, pour lui demander de tenir ses troupes. « *Il faut calmer le groupe, éviter les chapelles et les démarches individuelles, sinon on est morts. On a besoin d'unité, dans cette majorité !* » Et la Première ministre de juger, dans la foulée, « *consternante* » la tribune du député.

Tout ça parce qu'il appelait les élus à « *sentir le cul des vaches* » ?

MÉDINE AU CONGRÈS ÉCOLO : LES MAIRES DE STRASBOURG ET BORDEAUX ANNULENT LEUR VENUE



Un geste pour LR

Elisabeth Borne fait du vote du texte sur l'immigration l'un des objectifs majeurs de la prochaine session parlementaire. « *Gérald Darmanin serait bien inspiré de trouver une majorité* », a-t-elle lancé à ses troupes, le 21 août, jamais mécontente de mettre un coup de pression sur son ministre de l'Intérieur.

En attendant, consigne a été donnée aux députés de la majorité d'éviter « *des trucs qui pourraient provoquer LR* », dont le concours sera indispensable à l'adoption du projet de loi. Dans cet esprit, l'allusion aux « *métiers en tension* », qui hérisse tant les Rep, devrait disparaître du texte.

« *C'est mal formulé* », selon Borne, qui explique : « *Autant je suis favorable à ce qu'on régularise les personnes qui sont depuis longtemps sur le territoire et qui y travaillent, autant, un droit opposable, ça ne tient pas la route.* »

La Première ministre propose de désormais « *permettre une admission exceptionnelle de séjour, sans en faire un droit automatique* ».

Un peu comme pour LR et son rapport à la majorité…

La mauvaise vanne d'Hidalgo

LE 19 AOÛT, pour la troisième fois en deux semaines, un test de natation dans la Seine en vue des Jeux olympiques a dû être annulé. En cause, encore et toujours : la qualité de l'eau qui laissait à désirer. Et pourquoi ? Parce qu'un clapet d'égout était mal refermé dans le quartier Tolbiac !

La vanne n'ayant pas été signalée comme ouverte, elle a été considérée comme fermée, comme a dû le reconnaître la Mairie de Paris en réponse à des questions du « Canard ». L'enquête devra déterminer s'il s'agit d'un malencontreux oubli de la part d'un égoutier ou si la vanne était défectueuse. Du coup, toutes les vannes donnant sur la Seine vont, paraît-il, être vérifiées.

Avant ou après les Jeux olympiques ?

Attal passe son bac

Cette année, avec la réforme du bac et l'avancement au mois de mars de la plupart des épreuves, l'absentéisme a battu des records au troisième trimestre en terminale.

Gabriel Attal a donc décidé de faire de ce chantier une priorité. Le nouveau ministre de l'Education étudie plusieurs pistes.

La première consisterait à tenir compte de l'absentéisme dans les évaluations : au-delà d'un certain nombre d'absences injustifiées au troisième trimestre, des points seraient retirés dans les notes du bac. La deuxième piste viserait à ce que le grand oral, qui a lieu en juin, soit davantage valorisé, par des points d'avance pour la première année d'études supérieures.

La première piste étant jugée trop sévère, et la deuxième trop compliquée à mettre en œuvre, une troisième piste pourrait s'imposer : refaire passer de mars à juin les épreuves de spécialité. Tout changer pour que rien ne change, pour paraphraser « Le Guépard » : un bon sujet de philo pour un bac littéraire ?

Noël Mamère vert de rage

De France Inter, le 18 août, au « Parisien », trois jours plus tard, Marine Tondelier, la nouvelle cheftaine des Verts, n'en finit pas de ramer pour justifier l'invitation du rappeur Médine à l'université d'été d'EELV le 24 août au Havre. Et pour excuser sans excuser vraiment le dernier tweet aux relents antisémites de celui-ci (« Le Canard », 16/8).

Ce qui lui vaut une volée de bois… vert de la part de ses camarades. « *Fallait pas l'inviter* », commentent le prédécesseur de Tondelier, Julien Bayou, qui avait pourtant soutenu sa candidature, ainsi que la députée européenne Karima Delli. Quant aux maires EELV de Bordeaux et de Strasbourg, ils ont décidé, on le sait, de boycotter la réunion.

Le plus virulent est Noël Mamère. Le 18 août, devant des journalistes en la ville de Bègles, dont il fut le maire, l'ancien candidat écolo à l'élection présidentielle jugeait « *inquiétante* » la réponse de Tondelier sur France Inter, car « *elle explique qu'il y a un antisémitisme insidieux qui s'exprimerait à l'insu de son plein gré* ».

Mamère englobe d'autres partis de la Nupes dans sa vindicte, car Médine sera aussi invité à l'université d'été de LFI et à la Fête de « L'Humanité ». Il dénonce la « *cécité* » et la « *faillite écologique de la gauche* ».

Elle n'est peut-être pas seulement écologique.

Le rap de Mélenchon

Nouvel indice de la bonne ambiance qui règne désormais au sein de la Nupes, Mélenchon a rédigé sur le réseau X (le nouveau nom de Twitter), le 18 août, un tweet injustement passé inaperçu.

« *Médine n'est pas raciste*, a écrit le grand chef Insoumis. *Pourquoi vouloir lui faire avouer des positions qui ne sont pas les siennes après l'avoir invité ?* » Et Méluche de conclure cette attaque contre la patronne des écolos par l'une de ces diatribes dont il a le secret : « *Les admirateurs macronistes de Barrès, de Maurras et de Pétain ont de la chance d'avoir des opposants aussi soumis au qu'en-dira-t-on des hypocrites.* »

Encore un peu et il va accuser Tondelier d'être une macroniste maurassienne…

Brasse coulée à l'Elysée

La fameuse « *initiative politique* » annoncée par Macron au début du mois devait se traduire par une réunion à l'Elysée le 30 ou le 31 août avec les chefs des principaux partis, exception faite du RN et de LFI (« Le Canard », 16/8). Elisabeth Borne puis François Bayrou l'ont finalement convaincu de l'ouvrir à toutes les formations politiques.

Comme l'explique un ministre, « *le Président ne pouvait pas faire autrement. S'il excluait LFI, aucun autre parti de la Nupes ne serait venu, et la réunion n'aurait eu aucun sens* ». Et le même d'ajouter, sans illusions : « *Une fois que Macron les aura réunis, chacun restera dans son couloir de nage.* »

Une manière comme une autre de préparer les JO…

JO 2024 : COÛTE QUE COÛTE, ON VA NAGER DANS LA SEINE !

WOZNIAK

Le Président, le pape et la rumeur

LE PAPE François est attendu à Marseille les 22 et 23 septembre. Une visite qui n'a rien d'un voyage officiel, puisque le souverain pontife s'y rendra pour clôturer les troisièmes Rencontres méditerranéennes, où il sera notamment question des migrants, l'un de ses sujets de prédilection.

Le président français se rendra néanmoins dans la cité phocéenne pour accueillir François, avant d'avoir avec lui un entretien. Il n'en a pas fallu plus pour que l'extrême droite catholique, relayée par le « JDD » (13/8), lance une rumeur : ce serait sur l'insistance de l'Elysée que Macron aurait obtenu cette audience. Il aurait même fait le forcing pour que le pape arrive un jour plus tôt afin d'avoir le temps de rencontrer le chef de l'Etat français.

En réalité, si la visite du pape durera deux jours au lieu d'un seul, comme prévu initialement, c'est, selon les journaux italiens, à la demande de… ses médecins. Vu son état de fatigue, ils lui ont fait valoir qu'un aller-retour Rome-Marseille dans la journée n'était plus de son âge. Une version que Benoît Payan, le maire (PS) de Marseille, a corroborée. « *Il n'a jamais été question que le président de la République ne vienne pas. Depuis le début des préparatifs, un lieu d'accueil est prévu pour la rencontre entre les deux chefs d'Etat* », a-t-il précisé.

Il est vrai que le Président aurait pu déléguer une autre personnalité officielle. C'est ce qu'avait fait son prédécesseur lorsque le pape s'était rendu sur le territoire français pour prononcer un discours devant le Parlement européen : François Hollande avait alors envoyé… Ségolène Royal pour l'accueillir à Strasbourg.

Mais Macron n'allait pas rater une nouvelle occasion d'aller taquiner la sardine dans le Vieux-Port…

Les socialistes à la conquête des "beaufs"

DU 25 AU 27 AOÛT, le Parti socialiste organisera son université d'été à Blois. Comme le précise la brochure de présentation distribuée par les militants, ce campus a pour but de « *donner une place prépondérante aux préoccupations quotidiennes des Françaises et des Français* ». Une réunion placée « *sous l'égide de* [la] *convention "Retrouvons le peuple !"* ».

Une multitude de tables rondes et de débats figurent au programme de ces trois journées. Par exemple : « *Le socialisme écologique au service des classes populaires* », « *Les classes populaires ont-elles toujours leur place dans les grandes villes ?* ». Ou encore « *La France périurbaine est-elle la France des beaufs ?* ».

Traiter de « *beaufs* » une bonne partie des Français périurbains : difficile de faire moins habile pour permettre aux socialistes de « *retrouver le peuple* » dans les urnes.

minimares

- **« Marianne »** (17/8) a enquêté sur la proximité entre le patron de LVMH et le couple Macron. « Brigitte Macron, au risque de froisser les autres maisons de haute couture, est toujours de pied en cap l'ambassadrice de la maison LVMH. Et elle rend les robes », précise une source de l'Elysée. C'est bien le moins !
- **Ce titre** du « Parisien » (17/8) : « Ces ministres qui ont l'oreille de Brigitte Macron ». Ils adorent son côté béni-ouie-ouie.
- **Cet autre titre** du « Parisien » (21/8) : « Après un été studieux, Borne veut occuper le terrain ». En tant que Première ministre, ça s'explique un peu.
- **Rapportés** par « Le Parisien » (20/8), les propos du député Renaissance Karl Olive au sujet de Gérald Darmanin, qu'il qualifie de « boussole sociale et populaire du gouvernement », précisant que « lui aussi a l'habitude de sentir le cul des vaches depuis qu'il est devenu maire de Tourcoing ». Tourcoing, où les étables se comptent sûrement par milliers !
- **Stanislas Guerini** revient sur les ambitions de son collègue Darmanin (« Le Parisien », 20/8) : « Il ne faut pas que l'agenda de 2027 prenne le dessus sur notre capacité à gouverner, [intime] le ministre de la Transformation publique. La seule préoccupation du Président, c'est de continuer à agir, à faire. » Certes, mais quoi ?
- **Edouard Philippe** vante les mérites du ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu (« Le Parisien », 19/8) : « Il n'y a pas plus politique que lui. Quand il arrive dans une réunion, il vous beurre, puis il vous mange. Et vous ne vous êtes rendu compte de rien. » Pas même de vous être fait rouler dans la farine.
- **« Paris Match »** (17/8) nous apprend qu'Olivier Véran s'est mis à la boxe, comme Edouard Philippe. « Il a une sacrée allonge avec ses grands bras et une pratique plus assurée que la mienne, dit de l'ancien Premier ministre le porte-parole du gouvernement. Je n'ai encore jamais boxé avec lui. Peut-être que ça viendra. » Sur le ring… politique ?
- **C'est la rentrée,** finie la rigolade pour le macroniste Eric Woerth, ancien ministre du Budget (le « JDD », 20/8) : « N'y a-t-il pas de dépenses inutiles ? Prenez l'Education nationale, on y investit énormément d'argent, et pourtant l'enseignement en France continue de se dégrader. » C'est bien connu : l'argent ne fait pas le bonheur.
- **La secrétaire d'Etat** chargée de l'Enfance, Charlotte Caubel, distille la bonne parole dans « L'Express » (10/8) : « Avoir un enfant, ce n'est pas avoir une Mobylette ou un chien. » On nous aurait menti ?
- **Le député Horizons** Frédéric Valletoux se félicite (« Le Parisien », 10/8) : « Les chaînes se regardent les unes les autres. On m'a vu sur BFMTV, et d'autres m'ont appelé dans la foulée. » Et, depuis, il ne peut plus marcher dans la rue sans être arrêté par un passant ?
- **Parlant** des JO, Anne Hidalgo le dit tout de go (« Le Point », 17/8) : « Je travaille bien avec Gérald Darmanin. J'ai affaire à quelqu'un avec qui on peut se mettre d'accord malgré nos différences sur le plan politique. » La médaille d'or de la langue de bois, ça existe ?
- **Du maire (LR)** de Cannes, David Lisnard, sur la fin de vie (« Le Point », 17/8) : « Je visite souvent les Ehpad de la ville, je vois une chaîne de dignité à l'œuvre dans ces hommes et ces femmes qui s'accrochent à la vie et ces soignants qui s'occupent d'eux. » Il fallait que ça soit dit.
- **Le député PS** Jérôme Guedj dénonce le désintérêt de la Macronie pour les questions autour du grand âge (« Le Parisien », 9/8). Heureusement, rappelle-t-il, « dans le cadre de la proposition de loi Bien vieillir, on a voté à l'unanimité un amendement stipulant qu'il fallait une loi Grand Age ». On est sur la bonne voie… mais pas sur la voie rapide.
- **D'Eric Ciotti,** patron des LR (X, ex-Twitter, 12/8) : « Michel Sardou, c'est la France tout simplement. » Aaah, les fameux « Lacs du Connemarianne » !
- **« L'Opinion »** (8/8) se demande si les patrons de gauche ont droit de cité en France ? Réponse de Geoffroy Roux de Bézieux, ex-patron des patrons : « Le patronat est un orchestre dont le Medef est le chef, mais rien n'empêche les autres de jouer d'instruments différents. » Tant qu'ils suivent la même partition.
- **S'exprimant** sur l'avenir de la Nupes, une élue écolo déclare (« Le Parisien », 21/8) : « On prédit sa dislocation depuis le début. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut arrêter la brutalisation et le harcèlement. On ne peut pas faire de la politique comme ça. » Il est temps de s'en apercevoir.
- **L'ancien ministre PS** Alain Richard, aujourd'hui vice-président macroniste du Sénat, repart une fois de plus en campagne dans le Val-d'Oise (« Le Parisien », 14/8) : « J'essaye de montrer que j'ai les mains dans le cambouis. » Pour serrer celles des (grands) électeurs, ça s'annonce délicat !
- **De Thomas Ménagé,** député RN du Loiret (France Inter, 21/8) : « Nous ne pouvons pas nous baser uniquement sur les données du Giec (…). Ils ont parfois tendance à exagérer. » Le RN a sans doute des données beaucoup plus fiables.
- **Le député RN** de la Haute-Marne à la Fête de la chasse, à la ferme, avec les maires et, bien sûr, à l'Assemblée… Dans sa brochure destinée à faire un « premier bilan » de son parachutage au cœur du fief historique du général de Gaulle, Christophe Bentz apparaît sur 20 photos en quatre pages. Le concours « Ma binette partout » bat son plein !

VERS UNE ANNÉE DIFFICILE POUR LA NUPES



Guerre de dames dans les Hauts-de-Seine

MARIE-DOMINIQUE AESCHLIMANN, vice-présidente de la région Ile-de-France et adjointe de son mari, Manuel, à la mairie d'Asnières, envisage de monter dans les Hauts-de-Seine une liste de droite dissidente pour les prochaines élections sénatoriales. Elle ferait face à celle, officielle, que conduira Roger Karoutchi avec les deux autres sortants, Christine Lavarde et Philippe Pemezec, en deuxième et troisième positions, mais aussi Joëlle Ceccaldi-Raynaud, à la quatrième place.

C'est cette dernière, maire de Puteaux, que « Marie-Do » Aeschlimann a dans le collimateur. Elle vient d'adresser une lettre aux grands électeurs des Hauts-de-Seine dans laquelle elle dénonce l'« *absence manifeste de renouvellement* » au sein de la liste LR et, surtout, la « *situation judiciaire de Joëlle Ceccaldi-Raynaud* », allusion aux affaires qui touchent la ville de Puteaux, dont « Le Canard » se fait l'écho depuis de nombreuses années.

La réplique de l'élue de Puteaux ? Elle se répand sur le thème : « Moi, je n'ai pas été condamnée, alors que Manuel Aeschlimann l'a été » (en 2009, pour favoritisme dans l'attribution d'un marché public). Pour parfaire cette bonne ambiance, Marie-Do Aeschlimann pourrait prendre sur sa liste… l'épouse de Philippe Pemezec, qui figure pourtant sur la liste adverse.

Et voilà comment une élection sénatoriale vire au théâtre de boulevard !

Bercy en fait des caisses sur le ticket

Pour justifier la fin du ticket de caisse, le ministère de l'Economie utilise des chiffres abracadabrantesques qui rendent verts les spécialistes de la grande distribution.

DEPUIS LE 1er AOÛT, l'impression du ticket de caisse ne s'effectue qu'à la demande du consommateur. Contenue dans la loi Agec, cette mesure relative au gaspillage est entrée en vigueur après deux reports successifs dus au contexte inflationniste. Une avancée écologique considérable en matière de réduction des déchets ? Oui, à entendre les services de Bercy, qui assurent que 12,5 milliards de tickets de caisse sont imprimés chaque année, ce qui représenterait… 150 000 tonnes de papier – 12 grammes par ticket, donc, soit deux feuilles de papier A4. A ce poids-là, ce n'est plus un ticket de caisse, c'est une affiche. *« Ces chiffres sont partagés par les ONG, la presse professionnelle et les professionnels du secteur »*, se défend Bercy. Problème : le ministère de Bruno Le Maire ne cesse de se contredire. Ne reculant devant aucun sacrifice pour la cause écologique, il a d'abord avancé que les 150 000 tonnes de tickets imprimés en France nécessitaient l'abattage de… 25 millions d'arbres, soit 6 kilos de tickets de caisse par arbre. Puis il a remouliné ses chiffres, et précisé au « Canard » qu'il fallait les rapporter à l'échelle mondiale. Un vrai travail de bûcheron.



Laisser récépissé

Le Palmipède a interrogé les « professionnels de la profession », qui, à l'énoncé des données de Le Maire, se sont bien bidonnés. A l'instar d'Yves Puget, rédacteur en chef à « LSA », l'hebdo de référence de la grande distribution et de l'industrie alimentaire : *« Bercy a 100 % raison de demander la fin du ticket, mais ses chiffres sont 100 % faux. La grande distribution est aujourd'hui incapable de dire ce qu'elle économiserait en encre, en papier, en machines avec cette mesure. Si c'est pour transmettre la facture par e-mail, mieux vaut garder le ticket… »*

Pour Antoine Bousseau, le président de la Fnade, la Fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement, *« si la disposition est bonne, ce chiffre de 150 000 tonnes semble incohérent ; on serait plus proche des 15 000-20 000 tonnes »*, soit dix fois moins. Ce n'est plus une erreur de calcul mais de trajectoire. Que font les inspecteurs des Finances ?

Olivier Dauvers, le patron des éditions du même nom, spécialisées dans la distribution et le commerce, n'est pas moins perplexe : *« C'est typiquement une mesure symbolique, cette histoire de ticket. Pour la grande distribution, c'est de l'ordre de la 18e décimale, epsilonesque, une goutte d'eau. Pendant ce temps, on ne parle pas de l'emballage qui est supérieur au poids du produit… »* Et de poursuivre : *« Le vrai sujet, c'est la fin du prospectus. Là, c'est du volume et une charge monstrueuse. »*

Et un sacré paquet de pognon ! Le prix du papier ayant presque doublé entre 2021 et 2022, pour passer de 600 euros à 1 100 euros la tonne, le coût du prospectus représente 1 % du chiffre d'affaires de la grande distribution. *« Si on table cette année sur 240 milliards de chiffre d'affaires, par exemple, ça fait 240 millions rien que pour les catalogues. Ça, c'est du concret, ça parle aux gens »*, confie un ex-ponte de l'hypermarché retiré des rayons.

Des limiers sans concurrents

La suppression du ticket de caisse, une fausse bonne idée ? Un pro de la certification des logiciels pour la distribution l'affirme : le diable se cache dans les détails. *« Comment s'assurer qu'il n'y a pas d'erreurs après achat ? Comment vont faire les personnes qui n'ont pas de smartphone pour scanner le QR code ? Où sont stockées les millions d'impressions dématérialisées, et quelle est la consommation de ces serveurs ? Qui va contrôler l'application du décret, et quelles sont les sanctions applicables ? »* Bercy répond que les limiers de la DGCCRF sont déjà sur le pont. En espérant que, question chiffres, ils se révèleront un peu plus convaincants que leurs collègues ayant pesé les tickets de caisse.

Jean-Louis Le Touzet

Un malus pour le bonus

INCITER les automobilistes à rouler sans recracher de CO_2, tel est l'objectif louable du bonus écologique. Mais adresser des milliers de courriers postaux à ses bénéficiaires uniquement pour leur signaler que leur prime a été payée par l'Europe, est-ce toujours dans l'esprit « bas carbone » de ce dispositif ?

***« Ce n'est ni économique ni écologique »*, rouspète l'heureux propriétaire d'une Tesla à 52 900 euros, achetée en 2021, pour laquelle il a touché 2 000 euros de bonus. Au début d'août, ce Lyonnais a reçu une lettre à en-tête du ministère de la Transition écologique lui signalant que l'aide publique qu'il avait obtenue deux ans plus tôt était intégrée au *« plan de relance européen NextGenerationEU »*. Merci pour l'info, ça valait bien une lettre personnalisée !**

De 2020 au 31 juillet 2023, 900 000 primes ont été attribuées par le gouvernement aux acheteurs de véhicules électriques, pour un total de 3,6 milliards d'euros. Mais « seuls » 190 398 bénéficiaires du bonus ont eu – ou auront – la joie d'ouvrir ce fameux courrier : ce chiffre correspond à la part de bonus financée par l'Europe. Pourquoi le gouvernement écrit-il à ces conducteurs branchés à l'électrique ? C'est une obligation réglementaire. *« Les destinataires d'un financement de l'Union doivent faire état de l'origine des fonds et assurer la visibilité du financement de l'UE »*, explique au « Canard » le ministère de la Transition écologique.

Une obligation absurde, au regard de son impact environnemental ? Ça ne fait pas un pli ! Que les éco-anxieux, cependant, se rassurent : ces 190 398 courriers – l'équivalent de 30 arbres – ne cachent pas les forêts que représentent les 25,7 millions de lettres et colis distribués chaque jour par la poste…

Y. V.



LA SUCCESSION EST RÉGLÉE



Budget : quand trop d'aides n'aide pas

COMMENT Bruno Le Maire va-t-il trouver les quelques dizaines de milliards d'euros nécessaires au bouclage du budget 2024 sans augmenter les impôts, ainsi qu'il l'a promis ? Beaucoup doutent des ficelles de Bercy *(lire p. 2)*, et les ennemis farouches des « cadeaux aux patrons » s'opposent aux partisans convaincus du ruissellement.

Le Maire n'entend pas revenir sur les 50 milliards de baisses d'impôts décidées depuis l'arrivée de Macron, en 2017. Et ce au nom de la fameuse « politique de l'offre », inaugurée en 2013 avec le CICE de François Hollande, qui consiste à alléger les charges des entreprises pour augmenter leur compétitivité, en espérant que production et emploi suivront. Comme l'explique un conseiller du ministre de l'Economie, le débat est politique, et pas seulement comptable : *« Nous faisons une politique de l'offre, qui a maintenu la croissance mieux qu'ailleurs et fait baisser le chômage. Nous ne voulons pas en changer. Ni même donner l'impression que nous la remettons en question, pour ne pas perdre la confiance des entreprises et de nos partenaires étrangers. »* Raison pour laquelle, l'année dernière, Le Maire a *« refusé d'entrer dans le débat sur la taxation des superprofits »*.

A l'opposé, Eric Coquerel, le président (Insoumis) de la commission des Finances de l'Assemblée, estime que *« le gouvernement est dans une impasse. Il doit trouver énormément d'argent pour financer la transition écologique. Mais il ne le pourra pas, car il ne veut pas revenir sur ses cadeaux aux entreprises, qui ont appauvri l'Etat et sont la cause des actuelles difficultés budgétaires »*. Et de conclure : *« La seule solution est que le gouvernement accepte une remise en cause de sa politique. »* Apparemment, on n'en prend pas le chemin.

Abattements pas abattus

Pourtant, même des macronistes trouvent que la baisse des charges a ses limites. Le député (Renaissance) Marc Ferracci s'est ainsi attelé, avec le socialiste Jérôme Guedj, à la rédaction d'un rapport « transpartisan » concernant les abattements dont bénéficient les entreprises sur les charges sociales des salaires compris entre 1 et 3,5 smic. Ceux-ci, a révélé le rapport sur les comptes de la Sécu, publié en juin, sont en très forte croissance. En 2023, ils atteignent 89 milliards –trois fois et demie leur montant de 2013, au moment de la mise en place du CICE. Surtout, selon les deux parlementaires, une partie de ces abattements de charges ne crée aucun emploi. Deux milliards seraient ainsi gaspillés, que l'Etat rembourse pourtant rubis sur l'ongle aux organismes sociaux. Le socialiste Guedj propose donc de les utiliser pour financer de nouvelles dépenses sociales, dont une partie de la future allocation dépendance. Le macroniste Ferracci préférerait, lui, les réquisitionner pour régler la suppression rapide de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), un impôt de production honni par le patronat, que Macron avait promis de biffer. Faire payer par les entreprises la suppression d'un impôt qu'elles abhorrent, cela aurait le mérite de l'originalité, non ?

Hervé Martin

Les Ukrainiens ont du mal à se débrouiller avec les AMX de Macron

MAUVAISE SURPRISE pour les tankistes de Zelensky. Les fameux AMX-10 RCR que Macron leur a offerts avec tambours et trompettes leur ont bien été livrés, mais dépouillés de deux équipements essentiels. En l'espèce, le système radio et le brouilleur antimissile. La déception dans les rangs est d'autant plus forte que, lors de leur formation d'un mois au camp de Carpiagne, sur les hauteurs de Marseille, les militaires ukrainiens avaient fait joujou sur des blindés équipés de toutes les options.

Interrogé par « Le Canard » sur ces « oublis » carabinés, l'entourage du ministre des Armées réfute toute erreur dans la livraison. Les engins ont été fournis sans radio à bord parce que les Ukrainiens *« n'en ont pas demandé »*. Ils n'aiment pas la musique ? Pour les brouilleurs, le ministère explique sans parasite qu'ils ont été démontés car *« c'est une technologie dépassée par rapport aux missiles actuels »*. Le brouilleur Lire, fabriqué bien avant la chute du Mur, a été conçu pour contrer les tirs des vieux missiles antichars soviétiques 9K111 Fagot, datant des années 70. Alors pourquoi avoir perdu du temps à entraîner les Ukrainiens sur ce système antédiluvien en allant jusqu'à leur traduire la notice d'utilisation ? Silence radio à l'Hôtel de Brienne.

Mieux, de l'avis d'un galonné français, les soldats de Zelensky ont échappé au pire : le brouilleur installé sur le dessus de l'AMX-10 RCR ressemble à une grosse lampe et *« met une dizaine de minutes à chauffer, ce qui le rend particulièrement repérable la nuit avec des capteurs thermiques. Une fois éteint, il faut une demi-heure pour qu'il refroidisse. »* Les tankistes ukrainiens ont eu chaud aux fesses : pour un peu, ils se faisaient allumer dès qu'ils mettaient le contact. De quoi… se brouiller avec la France ?

Un accord mal chenillé

Avec ou sans brouilleurs, la petite quarantaine d'AMX-10 RCR déployés face aux Russes au sud du Donbass est assaillie de critiques. Le blindé seventies n'est pas un char mais un simple engin de reconnaissance monté sur roues. Il présente en sus un très gros problème structurel : son blindage de 10 millimètres est en papier crépon, ou presque. Sa coque en aluminium est bien renforcée d'une fine couche d'acier, mais elle ne protège ni des éclats d'obus ni des tirs de mitrailleuse. Fâcheux. *« Face à un char soviétique, l'AMX-10 RCR est vite transformé en gruyère »*, raille notre galonné. Les Ukrainiens en ont déjà perdu quatre depuis mars. Le bouzin tricolore, et son équipage de quatre, est particulièrement vulnérable aux mines antichars. Embêtant, quand on sait que les Russes en ont semé à tire-larigot sur 250 000 kilomètres carrés du territoire ukrainien. Et s'il n'y avait que le blindage…

Il y a aussi la boîte de vitesses, qui se détraque lors des chevauchées tout-terrain, et les pièces détachées qui font défaut, en particulier les pneus, livrés en nombre insuffisant. Il ne manquerait plus que le char crève. Seule consolation : le canon de 105 millimètres expédie des pruneaux à 3 kilomètres grâce à un système de visée télémétrique aux petits oignons. Une merveille. Quand le char veut bien rouler…

Macron avait triomphé, le 4 janvier, lorsqu'il avait décidé de livrer des blindés à Zelensky : *« C'est la première fois que des chars de conception occidentale sont fournis aux forces armées ukrainiennes. »* Les Ukrainiens n'ont pas gobé le bobard. L'AMX n'a rien à voir avec les Leopard allemands, des mastodontes chenillés et surblindés de 60 tonnes. L'Elysée prétend que l'annonce de la fourniture des AMX français n'avait qu'un but : forcer la main aux Germains pour qu'ils acceptent de filer des Leopard à Zelensky. Ça a marché. Berlin, le 25 janvier, a promis une livraison de 18 Leopard 2. Les AMX, de ce point de vue, ont fait leur boulot. Ils peuvent donc rester au garage, le temps des opérations ?

O. B.-K. et C. L.

L'ESCALADE

Crash de la Sonde Luna-25
LES RUSSES BOMBARDENT LA LUNE À PRÉSENT !

Zelensky n'aura pas une aviation de sitôt

Kiev recevra "60 avions de combat F-16", estime un expert militaire, et pas avant 2024-2025.

LE PRÉSIDENT UKRAINIEN a rendu visite, les 19 et 20 août, aux deux pays qui ont accepté de transférer aux Ukrainiens des avions de combat F-16, achetés naguère aux Etats-Unis. A cette occasion, lors des conférences de presse tenues sur la base aérienne d'Eindhoven (Pays-Bas), puis sur celle de Skrydstrup (Danemark), on a pu constater que cette future livraison d'appareils, dont on nous rebat les oreilles depuis six mois, ne devrait pas vraiment terroriser Vladimir Poutine.

En effet, Mark Rutte, le Premier ministre néerlandais, n'a pas voulu indiquer le nombre de F-16 qu'il comptait remettre aux Ukrainiens, *« quand les conditions d'un tel transfert seront remplies »*, a-t-il précisé. En clair : lorsque son armée aura reçu les premiers avions américains F-35 (commandés en remplacement des F-16 destinés à Kiev) et quand la formation des pilotes, des mécaniciens et des techniciens d'armement sera terminée.

La Première ministre danoise, Mette Frederiksen, a, de son côté, modestement annoncé que 19 de ses F-16 partiraient pour l'Ukraine un jour ou l'autre, et sans trop se presser – six à la fin de l'année, huit en 2024 et les cinq derniers en 2025. Résultat des courses ? La contre-offensive ukrainienne est priée d'attendre pour bénéficier d'un petit *« bouclier aérien »*, comme disent les stratèges. Ce cadeau offert aux Ukrainiens, ne changera pas, de toute façon, le rapport de force avec les Russes. Des diplomates et militaires français affirment en substance que « l'utilisation de cet avion de combat ne pourra en aucun cas marquer un tournant dans la guerre ».

Formation linguistique pour faire la guerre

Reste que les Etats-Unis, qui ont autorisé le Danemark et les Pays-Bas à céder à l'Ukraine ces avions de seconde main, n'avaient pas mesuré les difficultés que représenteraient ces transferts. Car les aviateurs et techniciens ukrainiens sélectionnés parlent peu ou pas du tout la langue anglaise (ils ont reçu leur formation en langue russe). Or un mécanicien doit pouvoir, par exemple, nommer toutes les pièces de l'appareil.

Cette formation linguistique essentielle sera assurée par la Grande-Bretagne, et 36 pilotes ukrainiens commenceront en principe leur « apprentissage » sur avion F-16 en Europe occidentale, avec des instructeurs américains dépêchés sur place. Ces bonnes manières ne sauraient cependant calmer Zelensky, qui en a plus qu'assez, dit-on dans son entourage, des critiques visant la contre-offensive qu'il a lancée le 4 juin et qui ne progresse guère. Faute d'un nombre suffisant de F-16, il s'est accordé une escale en Suède avant d'atterrir aux Pays-Bas. Il en a profité pour annoncer que des pilotes ukrainiens effectuaient des vols d'essai sur des avions de combat Gripen, produits par Saab, et qu'il souhaitait que son armée de l'air puisse en disposer. Mais, là encore, la clé est américaine

La Suède ne pourra pas exporter ses Gripen sans l'autorisation expresse des Etats-Unis, car l'équipement de cet appareil contient des composants US, y compris au sein du moteur.

Claude Angeli

JOHANNESBURG : CYRIL RAMAPHOSA ACCUEILLE LE SOMMET DES BRICS



Les Américains veulent s'incruster au Niger

DES DIPLOMATES et militaires français pointent avec amertume le *« jeu trouble au Niger de Washington »*, qui n'a même pas employé le terme de « coup d'Etat » pour qualifier le changement de régime. L'équipe Biden s'entend en effet plutôt bien avec le nouveau chef d'état-major des armées nigériennes, le général Moussa Salaou Barmou, formé aux USA et réputé anti-français. Et, si les Français ont reçu des putschistes l'ordre de déguerpir au plus vite, il n'en est pas de même pour les 1 100 militaires US.

Les Américains comptent bien s'accrocher à leurs deux bases de Niamey et d'Agadez. *« Nous luttons depuis le Niger contre l'influence et les pressions de la Russie, via Wagner, et de la Chine. Ainsi que contre le terrorisme international au Sahel »*, s'est justifié un général américain, membre du haut commandement des forces US en Afrique, devant l'un de ses homologues français. Mais, à Paris, une question bouillonne sous les képis : si les Français quittent le Niger, que les Américains y restent et que la junte au pouvoir se rapproche des Russes de Wagner, l'Oncle Sam fera-t-il bénéficier ce drôle d'attelage des renseignements recueillis par ses drones espions Reaper ? Washington, qui qualifie Wagner d'*« organisation militaire criminelle internationale »*, devrait alors, en bonne logique, remettre en question sa présence au Niger.

Pour l'heure, les Américains s'accommodent de la situation. Le 17 août, à Washington, la porte-parole adjointe du Pentagone, Sabrina Singh, s'est montrée très claire : *« Nous avons des avantages et des intérêts dans la région. Notre priorité est de les protéger et de protéger ceux de nos alliés. »* Pas un mot sur la défense des principes et des valeurs démocratiques, souligne-t-on à Paris, ajoutant que ce silence pourrait être perçu comme un encouragement par les militaires d'autres Etats africains que démangerait l'envie de perpétrer un coup d'Etat…

Un général français résume à sa façon le cruel dilemme américain : *« Les Etats-Unis craignent de voir la junte limiter leurs capacités à collecter du renseignement dans une zone sensible. Et ils redoutent tout autant de devoir partir dans la pagaille, comme en Afghanistan. »*

Cornélien. D'autant que, le 20 août à Agadez, des Nigériens réclamaient la fermeture de la base américaine. Ils ont brandi des drapeaux russes en exigeant le départ de tous les soldats occidentaux du pays.

Affaire Curiel : les juges sur la piste de l'extrême droite

Jamais élucidé, le meurtre, en 1978, du militant anticolonialiste est désormais entre les mains du pôle de Nanterre spécialisé dans les cold cases.

C'ÉTAIT une affaire d'Etat vouée à demeurer une énigme, qui avait ému la gauche militante avant de sombrer dans l'oubli. Aujourd'hui, c'est un *cold case* qui pourrait être résolu. Depuis deux ans, le dossier est confié au pôle spécialisé du tribunal judiciaire de Nanterre, où s'activent des juges réputés tenaces. Et l'instruction a conduit à l'audition de possibles protagonistes, notamment d'anciens policiers dévoyés.

Le 4 mai 1978, Henri Curiel, 64 ans, un anticolonialiste œuvrant pour la paix entre Israël, les pays arabes et les Palestiniens, est abattu de trois balles à son domicile parisien. Un communiqué salue l'exécution d'un « *agent du KGB, militant de la cause arabe, traître à la France* ». Les tueurs n'ont jamais été arrêtés. Mais, en avril 2015, un homme revendique l'assassinat dans une biographie publiée juste après sa disparition : il s'agit du fasciste français René Resciniti de Says. Cet ex-parachutiste du 9e RCP devenu apprenti mercenaire après un court séjour chez les phalangistes libanais s'était déjà illustré en 2010. Devant les caméras de Canal Plus, il avait revendiqué, sans divulguer son identité, sa participation à l'« *assassinat de Pierre Goldman, le 20 septembre 1979, à l'initiative du chef du SAC* (le Service d'action civique) *Pierre Debizet* » (Mediapart, 21/8).



Plastiquages à gogo

Dans les deux cas, il indiquait avoir été aidé par deux policiers ayant le même parcours politique que lui, Marc D. et Jean-Pierre B. – le premier était désigné comme « Charly », le second comme « Tango ». Les deux seront limogés quelques années plus tard, respectivement par la DST et par les Renseignements généraux (RG), pour des comportements délictueux. Marc D. rejoint alors la sécurité de la présidence gabonaise, Jean-Pierre B. une association « paneuropéenne ». Les deux ont été entendus par les magistrats instructeurs chargés du dossier.

La piste de l'extrême droite n'avait guère été exploitée à l'époque, sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, dont l'un des conseillers, Hubert Bassot, ex-animateur de l'hebdomadaire de l'OAS « L'Esprit public », était réputé proche. Les magistrats se sont décidés à explorer ses différents chapitres.

En 1973, l'extrême droite française comptait, selon la direction des RG, près de 20 000 sympathisants. En janvier de cette année-là, les plus radicaux avaient créé le Groupe d'intervention nationaliste (GIN), fort d'une cinquantaine d'éléments, la plupart liés au service de sécurité d'Ordre nouveau (ON), puis du Parti des forces nouvelles, qui lui succéda en 1974. En 1976, une fraction du GIN avait rejoint les phalanges libanaises. Ce groupe comprenait le fameux René Resciniti de Says et son comparse futur flic Jean-Pierre B. A leurs côtés aussi, des militants du Groupe action jeunesse comme Stéphane Zannettacci, mort les armes à la main à Beyrouth.

L'expérience guerrière acquise dans la capitale libanaise a vite servi… En 1976, l'Intérieur attribuait 187 destructions à l'explosif à cette mouvance dans l'Hexagone, après un premier plastiquage perpétré en 1973 contre le consulat d'Algérie à Marseille. Ces opérations présentaient les mêmes caractéristiques que celles menées alors en Italie. En France, les activistes néofascistes, qui s'étaient rapprochés du Service d'action civique gaulliste, profitaient du retour en grâce d'ex-OAS et du soutien de fonctionnaires dévoyés issus des services de renseignement. L'une de leurs actions les plus spectaculaires fut l'enlèvement du PDG de Phonogram, Louis Hazan, le 31 décembre 1975, au prétexte de financer leurs opérations. L'assassinat de Curiel se serait inscrit dans cette dynamique. « *Une dérive banditiste* » dénoncée par certains de leurs ex-petits camarades d'ON, tel l'ancien collaborateur François Brigneau, devenu chroniqueur à « Minute ». C'est dire !

Fonctionnaires dévoyés

Une dizaine d'autres membres du GIN ont payé de leur vie cette violence barbouzarde. Ainsi Bernard Lescrainier, abattu le 13 août 1976 lors d'un hold-up à Courbevoie, et Pierre Bugny-Versini, tué le 17 novembre 1985 par l'explosion de son véhicule dans un parking. L'ancien chef du service de sécurité d'Ordre nouveau, Robert Allo, a, quant à lui, été retrouvé assassiné le 25 mars 1994 dans le parc de Thoiry. Tout juste rentré d'Amérique du Sud, il disposait de l'un des meilleurs carnets d'adresses de mercenaires de la place de Paris. L'affaire fut classée d'autant plus vite qu'il venait de rendre visite à de vieux amis au cabinet du ministre de l'Intérieur, un certain Charles Pasqua…

Louis Colvert

Goldman sans Jean-Jacques

Objet d'un déferlement médiatique hors norme, le chanteur et compositeur confie au « Canard » une certaine « *tristesse* ».

LE CREUX du mois d'août ou l'effet nostalgie ? Depuis deux semaines, on ne voit plus que lui : la une du « Parisien » et de « L'Obs » le même jour (16/8), de « Libé » le lendemain, celle du « Point » quinze jours plus tôt, des sujets sur toutes les radios ou presque… Une folie médiatique qui l'amuse ou l'agace, c'est selon.

Lui, c'est Jean-Jacques Goldman, 71 ans, retraité depuis… plus de vingt ans. Il va très bien, merci. Cet adepte du « pour vivre heureux, vivons caché » applique ce principe en famille, à Londres, depuis quelques années. Car, si on le voit beaucoup, on ne l'entend pas, sinon à travers ses chansons, diffusées en moyenne près de cent fois par jour.

Un livre, sorti le 18 août, est prétexte à ce raz de marée. Une biographie écrite par Ivan Jablonka (1), écrivain et professeur d'histoire – le simple pedigree de l'auteur dit à lui seul combien le regard sur Jean-Jacques Goldman a changé dans les milieux intellectuels et au sein d'une certaine gauche. Oublié, le « *chanteur à deux balles* » pour « *midinettes* ». Renié, cet article méprisant publié par « Libération » avant un concert, qui avait mis l'artiste en rage. Aujourd'hui, Goldman est rangé parmi les chanteurs à textes et les auteurs visionnaires. Mieux, Jablonka l'érige en symbole de la « *deuxième gauche* », l'« *équivalent*, écrit-il, *d'un Rocard en politique* ». Qui dit mieux ?

Il a fait un bouquin tout seul

Goldman, lui, n'a rien oublié. Non pas qu'il soit d'un naturel rancunier ; après tant d'indignités, il considère simplement ne pas mériter cet excès d'honneurs. Aussi, depuis Londres, ne lance-t-il aucun appel. Et se contente-t-il de cette mise au point pour « Le Canard » : « ***Je n'ai jamais rencontré cet auteur, mes amis non plus, et je suis triste pour tous les gens qui se font duper en achetant ces livres qui parlent de moi.*** »

En vérité, Ivan Jablonka a sollicité des entretiens avec Goldman, les membres de sa famille et ses plus proches amis, qui ont tous refusé. Mais, histoire de se donner le beau rôle, il a prétendu le contraire dans son livre et dans l'une des nombreuses interviews qu'il a données à l'occasion de sa sortie : « *Je n'ai pas cherché à le rencontrer, car j'ai estimé qu'il fallait respecter sa disparition* (sic), [mais] *ce n'est pas un problème, car le métier d'historien consiste à aller sur les traces des gens. L'histoire est une enquête dans l'absence* » (« Libération », 17/8). Dans « L'Obs », il en rajoute : « *Au moment où il a choisi de suicider* (re-sic) *son personnage public, il est devenu un être d'histoire. C'est pourquoi mon livre est légitime, et même nécessaire.* »



Forcément, voilà qui agace le chanteur et compositeur aux 28,5 millions d'albums vendus et l'a poussé à sortir, prudemment et furtivement, de sa réserve. Il n'en dira pas plus. Il y a quelques années, lorsqu'il était devenu la « *personnalité préférée des Français* », devant l'abbé Pierre, dans le classement du « Journal du dimanche », il avait demandé que son nom soit retiré du palmarès. Et n'avait accepté qu'il y soit réintégré qu'après le décès du vénérable ecclésiastique.

Goldman n'a pas le pouvoir de faire retirer son nom d'un livre qui n'a pas son agrément. Il laissera donc à d'autres le soin de vivre, au fil de ces pages qu'il veut ignorer, sa vie par procuration.

Bruno Dive

(1) « Goldman », par Ivan Jablonka, Seuil, 400 p., 21,90 €.

Silverman

AU FAIT, combien gagne-t-il, ce chanteur qui ne chante plus ? Goldman « *toucherait près de 2 millions d'euros de droits d'auteur chaque année (générés par ses ventes, ses écoutes et ses diffusions radio)* », écrit « Le Parisien » (16/8). Comment le quotidien a-t-il eu vent d'un tel scoop ? Mystère.

Peu importe, les confrères ont abondamment relayé l'info. « *L'incroyable somme qu'il touche chaque année en droits d'auteur* », s'étonne « Capital », citant les 2 millions du « Parisien ». « *Vingt ans après son dernier album, cette star de la musique gagne encore 2 millions par an sans rien faire (merci les mariages)* », écrit dans la foulée Yahoo! Actualités. « *Près de 2 millions. Une somme hallucinante pour un retraité* », reprend « Closer », le journal people halluciné.

L'une des premières fois où apparaît ce chiffre anonné comme un mantra, sans source ni preuve, c'est dans l'hebdomadaire « VSD » en juin 2016, soit sept ans avant le « scoop » du Parisien. « Le Point » reprend aussitôt la somme, ajoutant avec finesse : « *Beaucoup de jeunes artistes n'ont pas cette chance* » (26/6/16).

Les 2 millions sont ressassés partout dans la foulée, de « L'Est républicain » à « 20 Minutes » en passant par « Marie Claire », Europe 1 ou le « JDD » ancienne formule. Avant que « La Libre Belgique » (9/1) note que, dans l'émission « Touche pas à mon poste » (7/1), de Cyril Hanouna, un chroniqueur vitaminé a lancé : « *Il prend 2 millions par mois, il est chez lui et il ne fout rien !* » Par mois ? Mais où s'arrêtera Goldman, le chanteur qui ne chante plus ?

YouTube soigne ses maux avec modération

LES GOUROUS sur YouTube en sont malades ! Le 15 août, la plateforme américaine a annoncé qu'elle supprimait les vidéos de désinformation médicale. Dans son viseur, « *les contenus faisant la promotion de traitements anticancéreux avérés nocifs ou inefficaces, ou qui découragent de rechercher un traitement médical professionnel* ». Alors que la pandémie de Covid a augmenté son audience de 25 %, le site, propriété de Google, est devenu un eldorado pour les chantres des « soins » alternatifs.

Avec près de 600 000 abonnés, Thierry Casasnovas, par exemple, inonde la Toile de conseils sur son régime crudivore miraculeux. Résultat ? Ce naturopathe cumule 600 signalements auprès de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), qui a tiré le signal d'alarme : « *Il incite les personnes à remettre en cause les pratiques thérapeutiques médicales, expliquant par exemple que la chimiothérapie est toxique et inefficace.* »

Le sida ? La « *formidable supercherie du siècle* ». Le Covid ? « *Bain froid et jeûne pour tout le monde, un petit jus de carottes et vas-y que je t'envoie.* » Un membre amputé ? « *Tu as tout le programme pour reconstruire un bras, donc il n'y a aucune raison pour que le bras ne se reconstruise pas.* » Des propos qui stimulent les ventes de son magazine, de ses stages et de ses extracteurs de jus…

Le 10 mars, pourtant, le youtubeur a été mis en examen pour exercice illégal de la médecine, abus de confiance et abus de faiblesse. YouTube a, par la suite, démonétisé ses clips – il ne peut plus toucher d'argent en fonction de son nombre d'abonnés et de vues… Mais le nombre de ses aficionados ne diminue pas.

Grand Raoult en perspective

Eric Gandon, pour sa part, est suivi par 72 700 personnes. Il est poursuivi pour abus de faiblesse, mise en danger de la vie d'autrui et exercice illégal de la médecine. Trois décès lui sont reprochés, consécutifs à des stages de jeûne censés soigner allergies, hypertension, polyarthrite ou cancer. La naturopathe Irène Grosjean prétend, elle, faire passer la fièvre des tout-petits en leur « *frictionnant* » les parties génitales dans « *de l'eau glacée* ». Son post YouTube, devenu viral sur Twitter, a alerté sur les méthodes de ces praticiens et d'autres illuminés. Dans la foulée, Doctolib a décidé, il y a un an, de chasser les charlatans de son répertoire.

La démarche de la filiale de Google est bien accueillie par les collectifs en croisade contre ces drôles de blouses blanches. Sur les réseaux sociaux, en revanche, les soutiens de Didier Raoult crient à la censure et craignent de voir disparaître leur canal de diffusion préféré, où le prof marseillais tente toujours de convaincre de l'efficacité de l'hydroxychloroquine face au Covid…

La plateforme attendra-t-elle des plaintes ou des condamnations pour agir ? Si elle n'a pas souhaité répondre aux questions du « Canard », elle précise tout de même que les contenus « *contredisant les autorités sanitaires locales ou l'Organisation mondiale de la santé* » seront retirés des tuyaux.

« *Il ne s'agit pas seulement de supprimer les contenus illicites, mais de revoir les algorithmes de recommandation* », avance Donatien Le Vaillant, à la tête de la Miviludes. Le réseau social met en avant des contenus viraux, donc clivants. Et sa modération, fondée presque exclusivement sur l'intelligence artificielle, laisse à désirer. Les pros de l'intox, eux, promettent à leurs fidèles de publier sur des sites alternatifs tels que CrowdBunker les prescriptions supprimées. D'autres, déjà bannis par la filiale de Google, continuent de s'exprimer sur les chaînes de leurs comparses. C'est le cas de Miguel Barthéléry, condamné en appel, en juin dernier, pour exercice illégal de la médecine, après que deux de ses adeptes, malades du cancer, avaient renoncé à leurs soins sur ses conseils et sont décédés.

En février 2019, YouTube avait déjà annoncé qu'il démonétisait les vidéos faisant le lien entre les vaccins et l'autisme – avec des effets minimes. Cette nouvelle annonce est-elle le signe d'un grand bouleversement vertueux du site ? Plutôt sa simple mise en conformité avec la nouvelle réglementation européenne, qui, à partir du 25 août, avec l'entrée en vigueur du Digital Services Act, obligera les géants du Net à empêcher la diffusion de contenus illicites, parmi lesquels les propos haineux et la désinformation.

Fanny Ruz-Guindos

VIE QUOTIDIENNE



Paris 2024 : le surf au bout du rouleau

UNE BELLE carte postale : les épreuves de surf des JO de Paris 2024 se dérouleront… à Tahiti ! En dépit de ce cadre idyllique, les surfeurs ont pourtant l'impression que l'organisation les mène en bateau.

Ils ont appris récemment qu'ils seraient logés sur un navire de croisière transformé en village olympique pour « *350 millions de francs Pacifique* », soit 2,9 millions d'euros (Tahiti Nui TV, 9/8).

Douché par Tahiti

Au départ, c'était un complexe hôtelier qui devait accueillir les concurrents et leurs délégations. Sauf qu'il n'a pas pu être rénové dans les temps. En conséquence, le comité d'organisation des Jeux a aussi « *contractualisé 380 lits chez les habitants pour les accrédités : médias, fédérations, staff, juges, officiels* » (AFP, 3/8). « *C'est charmant. C'est bien pour les locaux, mais ce n'est pas l'idée qu'on se fait des JO* », explique au « Canard » Jacques Lajuncomme, le président de la Fédération française de surf, qui ajoute : « *Du fait de l'éloignement, nous ne pouvons pas faire participer en tant que volontaires les bénévoles et adhérents de nos 190 clubs.* » Que de vague à l'âme…

Et de regretter : « *Les surfeurs ne pourront pas participer à la cérémonie d'ouverture, qui est parfois un moment unique dans une vie de sportif.* » Pour que cet écueil soit évité, certains auraient aimé voir les épreuves se dérouler dans l'Hexagone, en Bretagne ou au Pays basque. Et personne n'a pensé à Paris Plages ?

8 MORTS PAR BALLES À MARSEILLE DEPUIS LE 1er AOÛT

C'EST ORIGINAL VOS CARTES POSTALES AVEC LES TROUS...

QUELLES CARTES POSTALES AVEC LES TROUS ?

L'intelligence artificielle à grandes eaux

EN PLEINE CRISE mondiale liée à l'accès à l'eau, voici un document injustement passé inaperçu : Google a publié le 24 juillet son « *rapport environnemental* » (sic). Cette étude interne du géant du numérique révèle sa consommation d'eau et ses besoins futurs en ressources aquifères. De quoi nous laisser la gorge sèche !

Premier constat : en 2022, Google a prélevé la bagatelle de 28,765 milliards de litres d'eau (7,599 milliards de gallons), dont près des deux tiers ont servi à refroidir ses *data centers*. Des brumisateurs très, très gloutons !

Deuxième enseignement : en dépit des promesses du géant de Mountain View, en Californie, cette consommation d'eau n'est pas du tout près de ralentir : entre 2018 et 2022, les prélèvements de flotte ont bondi de 82 %. La pépie vient en pompant !

Mais le plus accablant figure dans les annexes du rapport : 98 % de l'eau consommée pour éviter un coup de chaud aux *data centers* est… de l'eau potable. A la bonne vôtre !

La course à l'intelligence artificielle entre géants du numérique ne risque pas d'arranger la tendance. Microsoft, avec ChatGPT – qu'il a intégré à son moteur de recherche, Bing –, Google, avec Bard, et Meta, la maison mère de Facebook, avec Llama 2, vont avoir besoin de *data centers* de plus en plus nombreux et de plus en plus performants… donc de quantités d'eau toujours plus importantes.

L'intelligence artificielle, c'est bien la mer à boire !

LA NUPES EN MORCEAUX



Attention : résiliation !

COUAC

DE RETOUR DE VACANCES, Marie-Louise découvre une belle surprise dans sa boîte aux lettres : une facture de résiliation établie par EDF ! Or elle occupe le même appartement, dans le centre de Lorient, depuis vingt-neuf ans, et n'a jamais eu l'intention de le quitter, encore moins d'arrêter de se fournir en électricité.

La voici partie pour un tour de France des centres d'appels au 34 04 pour tenter de percer le mystère de cette révocation. Dans les Hauts-de-France, elle finit par tomber sur « *une dame charmante* » qui lui assure avec « *humanité* » que le courant ne sera pas coupé. Quelle chance ! Son appel est alors transféré vers la Normandie.

A Caen, on lui pose la question à mille euros : quelle est l'identité des différents propriétaires depuis l'édification de l'immeuble ? Elle sèche. « *Patientez*, lui dit-on, *nous consultons votre dossier.* » Elle patiente… et apprend que son numéro de dossier, le même depuis vingt-neuf ans, est incorrect. Puis plus rien. Marie-Louise est « *au bord de la crise de nerfs* ».



Nouveau coup de fil au 34 04. La voilà revenue à Lorient, où elle apprend que, grâce à son compteur Linky, EDF va « *faire le nécessaire* ». A l'occasion d'un énième appel, Marie-Louise a demandé à ne pas être facturée des frais de résiliation. Toute la lumière n'a pas été faite…

•

PIERRE-ANTOINE a eu la douleur de perdre son fils David. Au-delà du chagrin, il lui revient de procéder à la résiliation de ses contrats. Celui passé avec Sowee (gaz et électricité), notamment, « *dont le système d'information a été programmé par des gens qui ignorent qu'un client peut mourir* », dit le père. Sowee a ainsi envoyé une relance au disparu : « *David, votre facture de fin de contrat est disponible. Nous sommes tristes de vous voir partir.* » Réponse de l'opérateur, filiale d'EDF, au Palmipède : « *Il est clair que cet e-mail n'est pas de circonstance et n'aurait bien évidemment pas dû être adressé. Nous œuvrons à ce que cela ne se reproduise plus.* »

La Maaf, elle aussi, y est allée de son courrier au défunt. Et a fait amende honorable : « *Il ne s'agit pas d'indifférence mais d'une malheureuse erreur humaine. Nous avons bien conscience des conséquences douloureuses que cette erreur a pu occasionner. Nous avons présenté nos excuses au père du défunt. Nos équipes sont mobilisées afin qu'une telle déconvenue ne se reproduise pas.* » Quand la Maaf assure un client de toute sa compassion, elle espère une estime mutuelle ?

J. L. L. T.

Ali Bongo camoufle son Sam'suffit parisien

Acheté par le Gabon, l'hôtel de Soyecourt est devenu une adresse diplomatique fictive.

PAS MOINS de 100 millions d'euros claqués pour acquérir, dans la très huppée rue de l'Université, à Paris, un hôtel particulier inscrit à l'inventaire des monuments historiques avec 4 674 m² de planchers et un vaste jardin… Question luxe, le président gabonais, Ali Bongo, et son épouse, Sylvia, n'ont pas fait dans la demi-mesure, en 2010, quand ils ont fait acheter par leur pays l'hôtel de Soyecourt aux descendants de la famille Pozzo di Borgo. Treize ans plus tard, voilà le couple présidentiel qui se livre à de savantes contorsions juridiques pour faire oublier son encombrante emplette. Avec la bénédiction du Quai d'Orsay…

But de la manœuvre : obtenir la reconnaissance d'un statut diplomatique pour tout ou partie de l'hôtel particulier, histoire de justifier cette acquisition délirante auprès de l'opinion publique gabonaise. Un moyen, aussi, de rendre inopérantes les hypothèques sur l'hôtel particulier, obtenues en justice, à hauteur de 20 millions d'euros, par plusieurs bétonneurs qui s'étaient plaints de factures non payées pour des chantiers menés à Libreville.

Factures dorées

Durant une dizaine d'années, le gouvernement gabonais a laissé quasi inoccupée cette propriété Grand Siècle qui a longtemps été la résidence parisienne de Karl Lagerfeld. Le clan Bongo s'est juste contenté de faire restaurer les pièces historiques par le chiquissime décorateur Alberto Pinto. Mais, depuis quelques mois, les travaux sont de nouveau d'actualité : une demande de permis de construire, déposée par des collaborateurs d'Ali Bongo, a été acceptée le 8 juin par le préfet de Paris, seul compétent quand le propriétaire est un Etat étranger.

L'art de l'étiquette

Cette autorisation d'urbanisme est un petit chef-d'œuvre de faux-culisme diplomatique. Deux ou trois bureaux de l'ambassade seront ainsi transférés rue de l'Université, où ils occuperont 331 m². Ce déménagement purement symbolique présente l'avantage de permettre de coller les étiquettes « *Locaux diplomatiques* » et « *Biens insaisissables* » sur les immeubles.

Soumis au ministère français des Affaires étrangères, comme le veulent les conventions de Vienne de 1961 et de 1963, ce changement d'affectation aux allures de tour de passe-passe n'a apparemment pas contrarié le Quai d'Orsay, qui n'a rien trouvé à y redire.

Libreville a également prévu d'installer dans l'immeuble de la rue de l'Université un centre culturel gabonais décoré par Laurent Bourgeois et Caroline Sarkozy, demi-sœur de l'ex-président (« africaintelligence.fr », 27/7). Annoncée à grands coups de trompe, cette création est destinée à montrer que l'hôtel de Soyecourt est ouvert au public et n'est pas réservé à la seule famille Bongo. La réalité s'avère bien plus modeste : aménagé dans un bâtiment annexe et accessible par une entrée de service, le centre culturel ne fera que 363 m² et ne pourra accueillir que… 44 personnes à la fois, dont 14 dans les salles d'exposition !

Tout le reste de l'hôtel particulier – et particulièrement les pièces nobles – ne sera pas accessible aux visiteurs. Pour étouffer les polémiques, Libreville a confié (provisoirement ?) la gestion du bâtiment à une société privée spécialisée dans l'événementiel, qui loue aujourd'hui les luxueux appartements et les jardins à des créateurs de mode et à des publicitaires. Si Ali et Sylvia Bongo cherchent un toit pour un séjour parisien, ils savent à quelle porte frapper…

Hervé Liffran

Au Gabon, un système politique vraiment unique !

ESPOIR DE VICTOIRE ? Voilà que la plateforme Alternance 2023, réunissant les six principaux partis d'opposition du Gabon, accouche d'un candidat unique, à huit jours du scrutin présidentiel du samedi 26 août. Il s'agit d'Albert Ondo Ossa, 69 ans, ex-prof d'économie et ancien ministre de l'Education d'Omar Bongo. Le but : éviter la dispersion des voix entre les 19 candidats déclarés, qui risque de profiter au sortant, Ali Bongo Ondimba (ABO), au pouvoir depuis la mort de son père, Omar, en 2009.

Elu une première fois cette année-là, ledit ABO avait été réélu de justesse, à 5 500 voix près, en 2016 grâce à des scores de maréchal dans sa province d'origine, mais des émeutes s'étaient ensuivies, faisant entre 50 et 100 morts… Le Parlement européen avait condamné, en février 2017, ce scrutin *« extrêmement douteux »*.

Sous la pression, la présidence gabonaise avait concédé, en janvier 2018, le scrutin présidentiel à deux tours, mais, dans une volte-face, en mars dernier, l'indéboulonnable Parti démocratique gabonais (PDG !), celui des Bongo père et fils, a rétabli le tour unique, permettant au président sortant de bénéficier, le cas échéant, d'une majorité relative…

Plus fort encore, le Centre gabonais des élections a soudain dégainé, le 31 juillet, le *« bulletin unique »*, sous prétexte d'économies : les électeurs devront voter samedi pour le même parti à la présidentielle et aux législatives, qui se tiennent le même jour. Dès le 14 août, la Cour constitutionnelle a rejeté tous les recours pour atteinte à la séparation des pouvoirs.

Le candidat « consensuel » Albert Ondo Ossa a eu beau se proclamer, le 19 août, *« représentant des affamés* [et] *des opprimés »*, et appeler à *« des élections sans morts »*, contrairement à 2016, le coup du bulletin unique lui coupe l'herbe sous le pied… Car Ondo Ossa est un candidat indépendant, sans parti, ce qui condamne les électeurs à renoncer, s'ils votent pour lui, à désigner un député.

***« Ali pour tous »*, tel est le slogan du sortant… Et tous pour Ali ! Tour unique, bulletin unique, dynastie unique. Soucieux de l'avenir, Ali Bongo fils prépare son propre fiston, Noureddin Bongo Valentin… avant de le faire adouber prochainement par son peuple unique.**

D. F.

Mais chat va pas ?

L'ACTUALITÉ EN FLASH



DISPARITION

L'ancien ministre Louis Mexandeau est décédé

Compagnon de route de François Mitterrand et fidèle parmi les fidèles du président socialiste, l'ancien ministre Louis Mexandeau, qui fut aussi député du Calvados durant près de trente ans, est mort hier à l'âge de 92 ans. Ministre des Postes, télégraphes et téléphones entre 1981 et 1986, il avait soutenu François Mitterrand dès sa première campagne présidentielle en 1965. Louis Mexandeau a fini sa vie à Saint-Gingolph, sur les bords du lac Léman, où il s'était établi et où il reposera désormais.

LE QUOTIDIEN « Paris Normandie » (15/8) a confondu un éléphant socialiste avec un chat ! Louis Mexandeau, ministre des PTT de Mitterrand et plusieurs fois député du Calvados, est mort le 14 août, à 92 ans.

L'info a tellement troublé les équipes du journal normand qu'elles ont publié une image de félin à la place de celle de l'homme politique.

Ils veulent se mesurer au « JDD » de Geoffroy Lejeune, en mélangeant les photos comme ça ?

Barbisbille

UN MOIS après sa sortie, « Barbie » vient d'intégrer le top 25 des plus gros succès de l'histoire du cinéma. Un jackpot à plus de 1,2 milliard de dollars. Mais certaines contrées ne voient pas la vie en rose. LAlgérie a ainsi banni le film après trois semaines de diffusion, pour atteinte à la morale. La réception du blockbuster au Moyen-Orient illustre même le *« paysage politique changeant de la région »*, analyse le « New York Times » (14/8).

Patriarcat de conscience

En Arabie saoudite, certaines salles programment plus de 15 séances quotidiennes, où des hommes débarquent en chemise rose pâle et des femmes en abaya fuchsia. Bilan à la sortie des salles obscures : une comédie nécessaire, à voir en famille ! Le journal local « Asharq al-Awsat » ironise : les cinémas saoudiens sont devenus *« des refuges pour les citoyens du Golfe fuyant les restrictions sévères »*. Les Saoudiens devaient, autrefois, se rendre à Bahreïn pour assister à des projections. Le pouvoir a tout de même censuré quelques passages, comme celui où Barbie et Ken expliquent n'avoir ni vagin ni pénis.

Signe de la guerre culturelle qui se joue, la poupée en croisade contre le patriarcat n'a, en revanche, pas séduit le Koweït voisin, qui a interdit le film le 9 août. Le ministre libanais de la Culture a, lui aussi, appelé à l'interdiction de l'œuvre de Greta Gerwig, affirmant qu'elle violait les valeurs locales en *« promouvant l'homosexualité »* et en *« soulevant des doutes sur la nécessité du mariage et de la construction d'une famille »*. La rhétorique anti-LGBT gagne du terrain dans un Liban miné par une crise politique et économique. En juillet, le chef du Hezbollah a avancé que, selon la loi islamique, tout homosexuel « devrait être tué ». « Barbie » n'évoque pourtant jamais ouvertement une quelconque sexualité, mais le casting comprend une actrice homosexuelle et une autre transgenre.

La satire féministe, quoique peu radicale, a également réveillé les passions occidentales, les journalistes de Fox News vomissant une morale *« woke »* et « Le Figaro » (25/7) *« un film de propagande néoféministe et misandre »*.

Quel cinéma ! **F. R.-G.**

À LA RECHERCHE DE LA FRAÎCHEUR PERDUE



Malheureuse comme une pintade

ABATTUE EN PLEIN VOL. La campagne de promotion du Comité interprofessionnel de la pintade battait son plein quand l'association L214 a diffusé des images à couper l'appétit, filmées clandestinement dans un couvoir à pintades appartenant au groupe LDC, numéro un français de la volaille. Un tir à vue avec en prime une plainte pour « mauvais traitements commis sur des animaux ».

Pour que les consommateurs identifient la pintade « comme un produit européen dans l'air du temps », les producteurs avaient pourtant mitonné aux petits oignons leur opération de com' à 1,2 million d'euros, en grande partie financée par Bruxelles.

Voilà l'occasion de rappeler que la France est – cocorico ! – le premier pays producteur de pintades dans le monde. Elle en exporte plus de 4 millions par an un peu partout, jusqu'au Japon. Une filière hyper industrielle et concentrée, puisque les 22 millions de pintades et pintadeaux produits chaque année sortent de seulement quatre couvoirs. Des installations géantes, parmi lesquelles celle de LDC en Maine-et-Loire, où 4 000 pondeuses sont entassées par quatre dans des cages riquiquis, sous lumière artificielle. Au bout de deux ans de ponte, les pauvres bêtes finissent en plats cuisinés. Les pintadeaux tout juste sortis de l'œuf partent, eux, chez un petit millier d'engraisseurs. Les plus chanceux (environ 30 %) rejoignent les filières labellisées ou certifiées, ce qui leur garantit entre 12 et 28 jours de vie de plus qu'en élevage « standard », et d'être moins serrés dans les hangars, avec, ultime luxe, l'accès à un parcours extérieur herbeux et ombragé.

Le plus ébouriffant, c'est que la réglementation européenne n'a prévu aucune limite de densité pour les pintades et pintadeaux standards, qui sont pourtant, de toutes les volailles, les moins domestiquées. La totalité des pintades françaises sont issues d'une même souche, concoctée par une seule entreprise de sélection génétique qui n'a jamais réussi à totalement « désensauvager » ce gallinacé originaire d'Afrique. Pour atténuer les effets de l'enfermement, les éleveurs industriels ont beau équiper leurs bâtiments de perchoirs, la mortalité des pintades standards demeure supérieure à celle des poulets de batterie. Petite lueur d'espoir pour les pintades de couvoir : la Commission européenne se tâte pour les intégrer à la liste des espèces qui ne devront plus être élevées en cage d'ici à 2027.

Ça reste une idée qui couve…

Un cinéma cévenol rejoue "Coup de torchon"

VILLAGE D'ARDÈCHE, Les Vans ont un problème de cinéma. Le renouvellement de la délégation de service public pour la salle de projection locale et le remplacement de son délégataire actuel, Cyrille Villermaux, par un binôme inexpérimenté mettent un sacré bazar parmi les cinéphiles de la région.

Un rassemblement bon enfant sous l'œil de pandores bienveillants a eu lieu le 12 août, place de la Fontaine, en soutien au programmateur viré : ça change des manifs anti-masque du printemps 2021, qui avaient réuni plus de 2 000 personnes !

La municipalité reproche, entre autres, à l'exploitant, qui a été écarté après vingt ans de services, *« une programmation élitiste, trop "Télérama" »*, alors que la demande est forte pour un cinéma d'auteur.

Programmer sur monoécran en alternance « Barbie » et le film turc « Les Herbes sèches », un long-métrage de 3 h 20, c'était gonflé. La grosse machine américaine n'a pourtant pas écrasé la petite anatolienne (57 entrées contre 37).

Les innocents aux mains sales

Sollicité, Jean-Marc Michel, le maire (sans étiquette) des Vans, a répondu au « Canard » qu'il n'était pas *« dispo »* pour évoquer le choix des nouveaux délégataires, béotiens en matière de programmation et qui vont apprendre le métier sur le tas dès la semaine prochaine. Pour l'un des conseillers municipaux d'opposition, *« il aurait été judicieux d'inclure une clause de revoyure l'an prochain au délégataire, dont l'expérience est incontestable et les fautes réparables, plutôt que de mettre en péril le succès d'un cinéma d'auteur en milieu rural qui a trouvé son public en confiant les clés à des gens fort sympathiques mais totalement novices »*.

Il est reproché au concessionnaire de ne pas avoir établi de bilans et… un défaut de propreté. *« C'est vrai que je n'aime pas faire la compta, et je ne suis pas un gratte-papier. Il reste parfois du pop-corn sous les sièges, mais je suis seul à tout faire, y compris balayer… »* se défend celui-ci. Une idée de programmation pour les nouveaux projectionnistes ? « Nettoyage à sec ».

J.-L. L. T.

VACANCES DE L'EXTRÊME



ZigZag

Hommes-sandwichs

Changer son prénom en « Subway » en échange de sandwichs gratuits à vie : c'est la proposition farfelue de l'enseigne américaine de restauration rapide du même nom (« L'Union », 12/8) : « Subway a annoncé qu'en seulement 96 heures près de 10 000 personnes s'étaient inscrites au concours. »

Transformer les affamés en publicités vivantes : comment personne n'y avait songé plus tôt ? Voilà qui promet de beaux dialogues aux Etats-Unis : « Bonjour, je m'appelle McDo. – Enchanté ! Moi, c'est KFC… »

À QUOI SERVENT LES MÉGABASSINES ?



Bébés en pétard

Les urgences pédiatriques de l'hôpital Lenval, à Nice, lancent une alerte dans « Le Parisien » (19/8) à propos de l'augmentation des « intoxications au cannabis chez les moins de 2 ans, par ingestion accidentelle (…). A cet âge-là, ils attrapent tout, dit [un] médecin. Ils prennent la boulette de résine (…) qui reste dans le cendrier ou sur la table basse ».

Il y a pire : confondre le lait en poudre avec de la cocaïne !

Mysogine tonique

Pour lutter contre les féminicides, certaines municipalités mexicaines tentent d'instaurer une nouvelle législation (« Franc-Tireur », 16/8) : ainsi, à Chihuahua, « tout artiste qui tient des propos machistes, souvent des rappeurs ou des chanteurs de reggaeton, par qui les femmes sont rarement désignées autrement que par le mot "puta", encourt une amende de 39 000 à 64 000 euros ». Des sommes reversées à des programmes d'aide aux femmes et à des centres d'accueil.

Une bonne manière de donner un coup de santiag dans les bourses des machos…

Taximètre étalon

A San Francisco, les robots-taxis donnent des idées (« bfmtv.com », 14/8) : plusieurs utilisateurs de ces voitures autonomes se sont vantés d'y avoir eu des relations sexuelles sur la banquette arrière. Une forme d'exhibitionnisme, puisque « les compagnies filment ce qu'il se passe à l'intérieur pour des raisons de sécurité et peuvent enregistrer les sons (…) lorsque l'appel d'urgence est activé ».

Ils ont confondu cabriolets et cabrioles…

ZigZag

Gonflé à blog

Alors que la plateforme Skyblog a définitivement fermé, lundi 21 août, la Bibliothèque nationale de France et l'Institut national de l'audiovisuel vont numériser et archiver plusieurs millions de blogs (« francetvinfo.fr », 21/8) : « Beaucoup d'adolescents, notamment, y racontaient leurs amours et leurs passions. Des influenceurs d'avant l'heure dont les blogs sont considérés aujourd'hui par certains comme un "trésor sociologique". »

Les paroles s'envolent, les écrits restent… et aussi ce que l'on tape sur l'ordinateur, désormais.

Drôles de zigs

❑ BRIGITTE BARDOT évoque dans « Le Point » (17/8) ses rencontres avec divers chefs de l'Etat au sujet de son combat pour les animaux. Si elle regrette Giscard, qui « essayait de régler les problèmes », avec Macron « ça aura été un fiasco total ». Mention spéciale à Chirac, « celui qui [lui] a le plus promis mais n'a rien tenu du tout. Il était adorable, il m'appelait "ma biche" et m'envoyait des petits mots charmants. Il avait peut-être une idée derrière la tête ».

Comment ça ? Il ne défendait pas la cause des requins de la politique ?

❑ JAVIER MILEI, candidat d'extrême droite qui a remporté la primaire en Argentine le 13 août, a dédié sa victoire à la presse et à… ses chiens (« La Nación », 14/8) : « J'envoie mes remerciements, même si ça ne leur plaît pas, aux journalistes crasseux, [et] aux enfants à quatre pattes », a-t-il déclaré, tout en délicatesse, avant de nommer un par un ses animaux de compagnie.

Il est aussi enragé que son idole Bolsonaro…

❑ ELON MUSK, jamais en panne d'idées pour créer de nouvelles polémiques, a annoncé sur X, ex-Twitter (18/8), la suppression prochaine – au nom, bien sûr, de la liberté d'expression – de la possibilité de bloquer des comptes, une fonction pourtant très utile pour protéger les utilisateurs victimes de harcèlement…

C'est bien la preuve que Musk débloque complètement.

❑ DAVID LISNARD, le maire (LR) de Cannes, n'a pas digéré que des associations locales aient exigé l'annulation d'un concert du rappeur Lomepal, soupçonné de viol. Dans « Le Point » (17/8), il annonce la mise en place prochaine d'« une aide tant psychologique que juridique à celles et ceux qui sont victimes de la tyrannie woke », qu'il compare à un « maccarthysme inversé ».

Voilà qui promet une belle croisade sur la Croisette !

Le Cinéma

Anatomie d'une chute

(A la découple)



UN HOMME tombe, et meurt. Du sang sur la neige. Aussitôt la vie de Sandra, écrivaine à succès et compagne du défunt, bascule. A-t-il vraiment chuté accidentellement du haut de leur chalet ? ou bien Sandra, présente sur les lieux, y est-elle pour quelque chose ? Aux assises, où elle est jugée un an plus tard, le témoignage de leur fils, malvoyant, est déterminant… Tandis que le couple – ses failles, ses ressorts secrets, ses disputes fatales – est disséqué en public.

C'est un film ample (2 h 30), tortueux, serré jusqu'au malaise que donne Justine Triet, sinuant d'interrogatoires tendus en conversations ambiguës. C'est d'abord un film d'enquête policière, puis un film de procès qui se voudrait implacable ; c'est surtout, de bout en bout, un film de plus qui détaille l'anatomie d'un couple et en fait le procès – cela devient un genre à part entière ! –, sans trancher sur le nœud mystérieux qui lie une femme et un homme.

Cela commence péniblement par une interview parasitée, cela met du temps à décoller, mais la dernière partie aboutit à des séquences très émouvantes, sans dissiper tout à fait le secret des héros. Néanmoins, le film est long, et le dispositif judiciaire manque de réalisme. Si la remarquable actrice allemande Sandra Hüller transcende l'ensemble par son talent, elle brille tout autant dans le film « The Zone Of Interest », qui briguait aussi la Palme d'or. Et, si le jeune Milo Machado Graner déploie un magnétisme certain dans le rôle du fils, Antoine Reinartz campe un avocat général caricatural.

De la chute au sommet, aller-retour : sitôt portée aux nues à Cannes, Justine Triet a fait une déclaration choc sur la culture qui lui a valu à son tour de longs procès !

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

Infiltrée

A Guatemala City, Surita se laisse entraîner en boîte de nuit par sa sœur, Beu, qui veut s'expliquer avec son petit ami, Andrés, membre d'un gang… Le lendemain matin, Beu a disparu. Surita, décidée à enquêter, file Andrés jusqu'à Puerto Barrios, capitale du crime, et réussit à infiltrer son gang, qui l'utilise comme appât pour abattre des parrains rivaux.

Le réalisateur américain Justin Lerner a enquêté sur les *clicas*, petits gangs de jeunes et antichambres des terrifiantes *maras*, avant de tourner cette fiction gorgée de réel. La réalisation est soignée, certains plans sont virtuoses, et les scènes d'exécution d'anthologie. La justicière est ici une toute jeune fille résolue, et Karen Martinez est impressionnante dans le rôle. Le film a remporté le prix Sang neuf au festival Reims Polar. – **D. F.**

Vera

Une bimbo blonde, qui maintient son train de vie avec chauffeur, rencontre par accident, dans un quartier populaire de Rome, un garçonnet et son père, qu'elle prend sous son aile… Mais qui adopte qui ? ou qui profite de qui ?

L'Italienne Tizza Covi et l'Autrichien Rainer Frimmel ont bâti sur mesure ce film singulièrement touchant pour Vera Gemma – fille du célèbre acteur de péplums et de westerns spaghettis Giuliano Gemma (1938-2013). En brodant sur sa vie réelle, ils racontent le malheur des filles et fils de… au cours d'une séquence avec l'impayable Asia Argento. Et, dans la grande tradition du cinéma italien, ils déploient un regard tendre sur les milieux populaires, leurs combines et leurs chansons. – **D. F.**

Les films qu'on peut voir ou revoir

Fantôme d'amour

Dans un bus, à Pavie, un homme croise une passagère hagarde à qui il prête 100 lires… C'est Anna Brigatti, son amour d'autrefois, un doux fantôme qui le hante et qu'il ressuscite, étincelante de jeunesse, par la force de ses sentiments retrouvés.

Dans ce film de 1981, Dino Risi donnait libre cours à un romantisme intégral qui impose de croire au surnaturel, à l'opposé de la veine satirique grinçante qui a fait son succès. Dans l'un de ses derniers rôles, Romy Schneider acceptait d'apparaître vieillie, abîmée par les atteintes du temps, pour mieux resplendir, face à Marcello Mastroianni, superbe de naturel en héros tourmenté par les affres de l'amour. – **D. F.**

Cher papa

Un grand industriel italien, Albino Millozza, bavard et combinard, mène son monde à la baguette. Expéditif, il virevolte entre épouse dépressive et maîtresse attentive, sans comprendre sa fille ni son fils, dont il découvre le journal d'apprenti révolutionnaire préparant un attentat contre un certain P. Mais il lui ressert volontiers son passé de partisan pendant la guerre.

Tourné en 1978, juste après l'assassinat d'Aldo Moro, cet excellent film doux-amer de Dino Risi dresse un constat désenchanté sur la fracture entre les générations pendant les années de plomb. Il est porté par l'allant remarquable de Vittorio Gassmann, interprète fétiche de Risi. Mais c'est Stefano Madia, incarnant le fils, qui a reçu le prix du meilleur second rôle à Cannes en 1979. – **D. F.**

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Retribution

Un financier américain stressé doit déposer ses deux enfants blasés à l'école. Mais, alors qu'ils sont en route à bord de son gros SUV, un téléphone mobile sonne, et une voix lui intime l'ordre d'obéir, le menaçant de déclencher les explosifs placés sous son siège…

Principale originalité de ce bon vieux thriller d'action hollywoodien signé Nimród Antal : il se déroule à Berlin. Il s'agit en fait d'un remake du film espagnol « Appel inconnu » (2015), sorti directement en VOD en France, qui se déroulait à La Corogne et semble autrement spectaculaire. Pour les amateurs de course à mort contre la montre… Gare, le méchant appartient bien sûr à l'entourage du héros, mais chut ! – **D. F.**

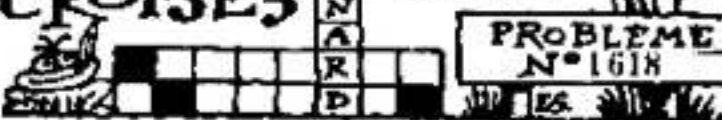
Les Fantômes d'Istanbul

Dans un futur proche, à Istanbul, en proie à divers troubles et menacé par une panne d'électricité géante, une activiste qui rêve de devenir danseuse croise la route de divers personnages, eux aussi en marge de la société turque.

Si le propos d'Azra Deniz Okyay, qui signe ce long-métrage, ne manque pas d'ambition, évoquant pêle-mêle la violence toujours présente, la condition des femmes et l'exploitation cynique des nombreux Syriens réfugiés en Turquie, le schéma narratif, par trop complexe, nuit à l'efficacité de la démonstration. C'est mené tambour battant, mais, hélas, on s'y perd… – **A.-S. M.**

LES À-CÔTÉS QUI COMPTENT





	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II						■			
III								■	
IV							■		
V									
VI					■				
VII				■					
VIII									
IX		■							
X						■			
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Dam de cœur. – II. Là gît Golo. Cesse aussi son heure. – III. Elle était timbrée ! – IV. Avec Electre est cité. Chaud devant. – V. Art du petit. – VI. Va bene. Père fusion. – VII. Rappel de TV s. Quand on n'a que la bure. – VIII. Hèles vite, presses-les. – IX. Brochettes de meufs *. – X. Passera à la moulue net. Jambes de bois. – XI. Qui s'étendent à tout.

VERTICALEMENT

1. Au lit soit qui mal y pionce **. – 2. Tirerions au cas non. Extrait de naissance. – 3. Eusses la brigue sur le coup. – 4. César y eut de l'Arverne. Exposa sa pièce à convection ***. – 5. Prit destination. Fus axe et cible. – 6. Traîna en langueur (en deux mots). – 7 Fait feu. Bas rôle donné. – 8. Au fur et à mesure. D'où l'on mène la guerre en dentelée. – 9. A l'eau, moments, bobo.

ADN

* Définitions transmises par * Alain Coulon, ** Henri Deletang et *** Daniel Vernet.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1617

HORIZONTALEMENT

I. LESBIENNE. – II. FOUTOIR. – III. SO. ETETER. – IV. ISAR. RALE. – V. NELSON. LU. – VI. SIL. CURER. – VII. OLEACEE. – VIII. ULURU. PUE. – IX. ME. OPTENT. – X. ALERTAI. – XI. SUPERIEUR.

VERTICALEMENT

1. LES INSOUMIS. – 2. OSEILLE. – 3. SE. ALLEU. AP. – 4. BOERS. AROLE. – 5. IUT. OCCUPER. – 6. ETERNUE. TRI. – 7. NOTA. REPETE. – 8. NIELLE. UNAU. – 9. ERREUR DE TIR.

Lettres ou pas Lettres

Emprise de bec

Dans "Psychopompe", une biographie écrite "en tant qu'oiseau", Amélie Nothomb décolle très haut, sans craindre d'ébouriffer son public.



TRÈS TÔT le matin, très jeune, elle s'est sentie l'une des leurs, comblée par les chants des rouges-gorges, des mésanges, des cardinaux et des rossignols. Chaque pays découvert au rythme des pérégrinations d'un père diplomate, chaque nouvelle « *contemplation auditive* » confirmait sa métamorphose : elle se sentait devenir oiseau. Ni métaphore ni jeu littéraire, elle ne plaisante pas, elle fonce. Loin de fuir cette obsession, elle la pratique comme une ascèse (« *Cultive l'oiseau en toi, on verra où cela te mènera* »).

Enfin elle a trouvé son totem. A l'âge où les filles sont censées s'intéresser aux garçons, elle n'a d'yeux que pour le gypaète barbu, la sterne arctique et l'engoulevent oreillard, le plus moche de tous mais le plus fascinant, paraît-il. Cette emprise croissante se paie de quelques désagréments – anorexie, insomnies –, qui sont les premiers pas de l'initiation. Accroche-toi aux branches, lecteur, la suite est encore plus vertigineuse.

Voilà l'adolescente fascinée par la littérature grecque et ses héros. Elle croise Orphée, descendu aux Enfers retrouver son Eurydice pour tenter de la ramener chez les vivants. C'est là que la jeune Amélie découvre un mot curieux, à l'allure burlesque : « *psychopompe* », dérivé du grec « *pompê* » (« procession »), comme dans nos « pompes funèbres »), désignant « *celui qui accompagne les âmes des morts* ». Tout s'explique : l'oiseau est transporteur d'âmes, passeur entre deux mondes, comme ne l'ignorent pas ces compagnies de pompes funèbres qui le choisissent comme logo. Comment dit-on « psychopompe » en Sibérie ? « Chaman ». Et en Belgique ? « Amélie Nothomb ».

Sans tambour ni trompette, la romancière prend alors son envol. La voie est tracée : écrire, c'est « *voler, se positionner d'une manière particulière à l'intérieur de soi, saisir le bon angle et la juste distance, se précipiter, s'évader de tout ancrage.* (…) *Celui qui vit un danger aussi permanent connaît le présent absolu* (…), *il n'y a pas de grâce plus élevée.* » Il lui faut écrire, donc, d'un seul trait ou presque, « *sans ratures* », s'il vous plaît. Et sans relâche. Pondre un roman tous les ans pour conjurer la peur de tomber comme une pierre. Cet art d'écrire une fois exposé, reste à soulever la pierre nothombale. Le décès de son père ouvre de nouvelles portes dans le labyrinthe. Puisque les mondes des vivants et des morts communiquent, il doit être possible de renouer le dialogue. Et, dans le cas de ce père taiseux, de le commencer vraiment (« *L'échange devient possible quand la personne n'est plus* »). Amélie-psychopompe a les clés et le mot de passe.

Sans tables tournantes ni ectoplasmes, elle peut converser enfin avec le défunt (« *On a tous un mort élu* ») et rattraper le temps perdu. Du temps d'Homère, l'écrivaine aurait été la prêtresse d'un nouveau culte. Aujourd'hui, il y a la littérature pour cela. Cette dernière peut tout, même imposer crânement un titre abracadabrantesque et des confessions renversantes. Qu'on pourra prolonger en se repassant un vieil Hitchcock : si nous continuons à décimer les oiseaux, les corbeaux nous attaqueront.

Frédéric Pagès

● Albin Michel, 162 p., 18,90 €.

Ci-gît l'amour déraisonnable

Pauvre folle

de Chloé Delaume

ENTRE LUTTE féministe, « *manuels de sorcellerie* » et expérimentations poétiques, Chloé Delaume trace, depuis plus de vingt ans, un sillon très personnel aux vertus de catharsis. Cette Clotilde Mélisse, qui, dans un train pour Heidelberg, « *observe la neige couvrir avril* » en examinant ses souvenirs qui palpitent, lui ressemble à s'y méprendre. A commencer par la blessure originelle : ce père qui, le 30 juin 1983, tue sa mère sous ses yeux puis la met en joue, hésitant, avant, finalement, de se coller « *le canon de l'arme sous le menton* ». Comment se relève-t-on de ça ? L'amour a-t-il sa place dans les décombres ?

Clotilde est une « Reine » sombre à la psyché fracturée, qui cherche sa magie réparatrice dans les mots, « *les herbes un peu trop hautes de Word* ». Pour raconter son histoire avec Guillaume, alias « le Monstre » – un garçon parfait et insaisissable rencontré lors d'une résidence de un an à la Villa Médicis –, pour en comprendre la chute, elle tord le verbe, dynamite la structure, attaque le « *réel trop étroit* ». Très vite, en effet, le conte de fées se transforme en valse-hésitation. Pas grave : elle va l'attendre, « *toute sa vie* » s'il le faut.

Son cercle de proches la met en garde. Le Monstre, qui, pour quelque trouble raison, s'acharne « *à se revendiquer exclusivement gay* », joue sur deux tableaux. Il est réalisateur ; il n'est jamais bon de vivre dans un film. Par ailleurs, Clotilde ne voue-t-elle pas aux mâles une rancune tenace, qui part du féminicide inaugural et s'abîme, en pleine période #MeToo, dans le déni consenti ? Un ami lui ouvre les yeux. « *Ta misandrie épargne les gays mais Guillaume est juste un objet, ce que tu cherches, c'est ressentir l'amour.* »

Et si, tout simplement, Clotilde devait faire le deuil d'un absolu ? Le dernier chapitre, élégiaque, a des allures d'exorcisme, à l'endroit même où « *les jeunes gens foudroyés par "Les Souffrances du jeune Werther" venaient tacher de rouge* [le] *gazon des douves* ». Et la Reine de s'en retourner, les yeux secs. De cette romance, comme du château, elle a fait le tour. « *La fin du monde n'a pas du tout la forme prévue.* »

Fabrice Colin

● Seuil, 240 p., 19,50 €.

"LE TEMPS DES COMBATS", LE DERNIER LIVRE DE SARKOZY



La Voie aux Chapitres

Dès que sa bouche fut pleine

de Juliette Oury

L'HISTOIRE de Laetitia, installée à Paris dans un « *monde normal* », pourrait être banale, sauf que cette pseudo-normalité comprend une inversion de taille : manger y est une activité intime, à pratiquer loin des regards, un sujet tabou dans les familles, tandis que le sexe, en revanche, sature le quotidien au travail, à la maison, dans l'espace public (« *c'est pas très sain de sauter un ébat* »). Les restaurants n'existent plus, on se retrouve dans des maisons closes. La brigade des mets traque les réseaux de cuisine clandestine (« *Il était pénalement répréhensible de rémunérer une prestation culinaire* »).

Laetitia est en couple, ça ronronne (« *Avec Bertrand, ils ne bâfraient plus depuis longtemps…* »). Mais, un jour, elle se met à avoir faim, très faim : « *Elle voulait manger, elle voulait goûter, elle voulait faire la cuisine…* » Suit l'histoire savoureuse d'une conquête du goût et du plaisir, au-delà de la peur et des conventions sociales, de la naissance d'une « *femme puissante* », celle qui, bien sûr, a « *un sacré coup de fourchette* » !

N. P.

● Flammarion, 272 p., 19 €.

Sous les pavés, la page

Et si c'était une nuit

de Tobie Nathan

MEMBRE d'un groupe maoïste, il a perdu la foi. A Normale sup', ses chefs anonymes concoctent le journal « Servir le peuple » et préparent l'avènement d'un « *gouvernement populaire* ». A la Sorbonne, Dany Cohn-Bendit, en verve, proclame qu'« *Aragon est un con* ». Le jeune Nathan, lui, ne rigole pas : ces « *masses populaires* » en colère lui rappellent la foule égyptienne pourchassant les Juifs dans les rues du Caire, sa ville natale. A Paris, ce réfugié laisse donc passer les cortèges. Elevé à Gennevilliers, sans la nationalité française, il tremble avant chaque émeute à l'idée de se faire « déporter » (« *ils appellent cela "reconduite à la frontière"* »).

Advient la nuit du 10 mai 1968. Dans le Quartier latin, rue Gay-Lussac, les CRS « nettoient » les barricades et poursuivent les pétroleurs et pétroleuses jusque dans les immeubles. Sur sa Mobylette, « Tobtob », comme le surnomme sa mère, zigzague entre « *assemblées générales permanentes* », occupations des facs et amours torrides. Il se croit libre, mais il est suivi par une ombre, un dénommé Zohar, égyptien, fantomatique oracle lui délivrant ces étranges paroles : « *Tu as perdu ton peuple.* » Sur les rives du Nil ? Notre héros se sent voué à « *vivre étranger dans un pays étrange, étranger à lui-même* ».

Dans cette folle ambiance « *de fête et de terreur* », de violence et d'érotisme, de révélations et de coups fourrés apparaît un certain Mathias Robert, professeur dingo, psychanalyste franc-tireur, en qui on reconnaît Georges Devereux, pionnier de cette ethnopsychiatrie que Tobie Nathan développera en ses mûres années. Au séminaire de ce gourou, « *tout le monde fumait, si bien qu'après une heure la salle baignait dans un brouillard qui rappelait les yourtes de divination des chamans sibériens* ». Aux étudiants estomaqués, le mage balance : « *Vous n'êtes pas joyeux, mais angoissés.* » Décidément, il ose tout.

La fièvre monte, le récit vire au polar. Une fusillade dans un bar mêle Bande à Baader, militants palestiniens et le trouble Robert, qui fricote avec « *la droite de la droite* ». Cela n'empêche pas le frêle Tobie de subir son emprise. Maître à penser et épouvantable salaud… Débrouille-toi avec cela, jeune homme ! Et souviens-toi toujours de cette nuit du 10 mai historique, où, dans le chaos, « *chacun a retrouvé son noyau* ».

F. P.

● Stock, 400 p., 22 €.

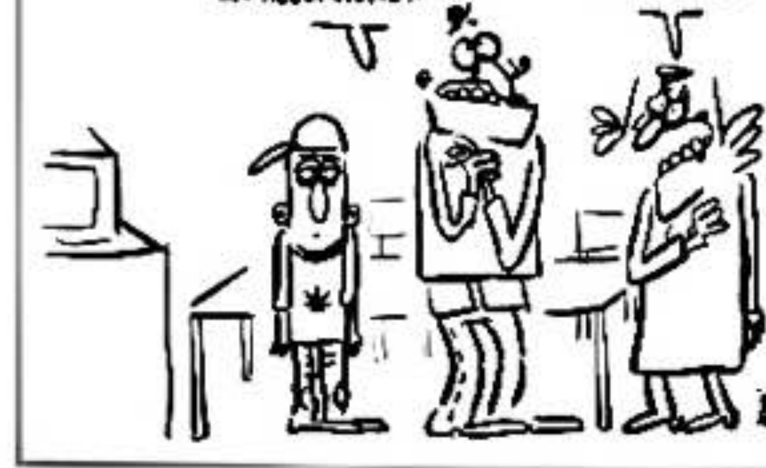
LES PIONS DE LA DISCORDE

LES JOUEUSES D'ÉCHECS TRANSGENRES SONT INTERDITES DE COMPÉTITION !

– ET LES JOUEUSES DE DAMES ?

LEFRED THOURON

ALLEMAGNE : LA LÉGALISATION DU CANNABIS RÉCRÉATIF APPROUVÉE PAR LE GOUVERNEMENT



La Mare aux Canards



● **LA BOLLORISATION du « JDD » ouvre un créneau que le milliardaire franco-libanais Rodolphe Saadé, patron de CMA CGM, souhaite occuper rapidement : il va lancer une version dominicale de « La Tribune », dont le premier numéro, prévu pour le 8 octobre, comptera 32 pages et sera tiré à 120 000 exemplaires, (« Le Figaro » 21/8). « Bruno Jeudy, licencié il y a un an de "Paris Match" (...) et passé par "Le Journal du dimanche", a été choisi pour piloter ce nouveau journal papier. »**

C'est la renaissance de « L'Evénement du Jeudy » ?

● **CONDAMNÉ, fin juillet, par l'Arcom (ex-CSA) à une nouvelle amende de 500 000 euros, Cyril Hanouna fera sa rentrée, lundi 4 septembre, dans « Touche pas à mon poste » (TPMP), sur C8, avec de nouvelles recrues. Parmi elles, Ségolène Royal, qui donnera quelques leçons de politique dans une « pastille » intitulée « Ségolène explique ». Fin juillet, elle indiquait dans « Le Parisien » qu'elle expliquerait, par exemple, « ce qu'est le 49.3, comment se fixe le prix de l'électricité, quel est le statut de la police, etc. L'auditoire populaire a le droit de comprendre ».**

On attend avec impatience ses explications sur le fonctionnement des négociations internationales pour les pôles lorsqu'elle en était l'ambassadrice, avant de se faire virer par Macron.

JO : VA-T-ON POUVOIR NAGER DANS LA SEINE ?



● **L'AUTRE RECRUE de « TPMP » est le journaliste Jacques Cardoze, ancien rédac chef du magazine d'investigation « Complément d'enquête », sur France 2, et ex-correspondant à Washington. Deux fois par semaine, il livrera son « point de vue » sur l'actu. On attend aussi avec impatience son décryptage des menaces de Cyril Hanouna contre l'équipe de « Complément d'enquête », qui a réalisé un portrait de l'animateur.**

« Je vais mettre mon nez dedans, et vous savez que, quand je mets mon nez quelque part, généralement, je fais tout péter ! » avait prévenu Hanouna, furieux, à l'antenne en mai dernier.

Le Canard enchaîné

☎ 01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue St-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Éditions Maréchal-Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président : Nicolas BRIMO.
Directeur général délégué et directeur de la publication : Jean-François JULLIARD.
Principaux associés : Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO, Erik EMPTAZ, Jean-François JULLIARD, Hervé LIFFRAN, Odile BENYAHIA-KOUIDER et des salariés du journal.
Rédacteurs en chef : Erik EMPTAZ, Jean-Michel THÉNARD.

Fondateurs : Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs : R. TRÉNO, André RIBAUD et Michel GAILLARD.

Composition : Publications-Élysées, Paris.
Impression : P.O.P., Paris - Midi Print, Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués.

TOUT EST SOUS CONTRÔLE



La Boîte aux Images

Lignes de front

LUTON, petite ville au nord de Londres. Sur un trottoir, des militants du Parti travailliste hèlent les passants. Lorsque Marina, journaliste à « Russia Global News », descend de la camionnette, son cameraman lui tend un casque et un gilet pare-balles. Elle sourit : *« Tu plaisantes ? » « Ne discute pas »*, lui dit Steve, en réglant sa caméra.

Brusquement, une escouade de crânes rasés débouche d'une ruelle, drapeau anglais en tête de cortège. Ils aperçoivent les militants de gauche et foncent dans le tas. *« Je n'aurais jamais cru devoir porter une protection antiémeute dans les rues du Royaume-Uni »*, balance la journaliste russe au micro.

De retour à la rédaction, la jeune femme interpelle sa rédactrice en chef. *« Comment il savait, Steve ? »* L'autre ne saisit pas. *« Il m'a donné la tenue avant les incidents, comment savait-il ? »* Regard amusé de la cheffe. Marina vient de comprendre : *« On a organisé la contre-manifestation ? » « Et aussi la manifestation »*, précise la rédac chef.

Visiteurs hostiles

Sept mois avant la bagarre, le média russe avait créé un compte Twitter bidon baptisé « Luton pour le Parti travailliste », l'inondant de faux posts, puis laissant le soin aux robots de retweeter les messages par milliers. A la même date, « Russia Global News » avait aussi bricolé un compte baptisé « Reprendre le contrôle de Luton », avec force messages racistes et drapeaux britanniques. *« Une autre de nos créations »*, explique la responsable. Ne restait plus alors qu'à appeler les gogos égarés sur les deux sites ennemis à manifester, même jour, même heure, même lieu, sans qu'ils le sachent, pour que tout dégénère.

« Cette histoire a été fabriquée ! » interroge encore la journaliste, sidérée. *« Je dirais plutôt : gérée »*, lui répond sa rédactrice en chef.

Pourquoi une telle mise en scène ? Nous sommes en avril 2024, à quelques jours des élections législatives britanniques, et la Russie compte bien montrer au monde que le pays est hors de contrôle.

Signée Peter Kosminsky, cette fiction dystopique – en six épisodes – raconte l'histoire de Saara, étudiante surdouée en informatique qui fait un stage au Quartier général des communications du gouvernement britannique (GCHQ), et de Vadim, qu'elle a connu à la fac, recruté contre son gré par le FSB, l'ancêtre du KGB.

Au premier jour de son stage, Saara assiste à une cyberattaque russe. Distributeurs de billets hors service, avions cloués au sol. C'est elle, à la stupéfaction générale, qui va débusquer le logiciel malveillant introduit dans le système. Avec la certitude que d'autres visiteurs hostiles sommeillent entre les lignes de codes, devenues lignes de front.

Par claviers interposés, une guerre est prête à éclater, une vraie, avec des morts. Si le téléspectateur néophyte n'entend rien aux données qui défilent, il sait que se joue là l'avenir de la planète. Et, pour une fois, sans clichés ni grossièreté. Mieux, cette histoire offre aussi des instants poétiques, lui permettant d'entrer sans effraction dans l'imaginaire de Saara.

Lorsque la jeune femme est submergée par les données, elle se métamorphose en une aventurière qui cherche les portes secrètes de ce monde onirique.

Sorj Chalandon

● « The Undeclared War », série britannique de Peter Kosminsky, les 28/8 (ép. 1 et 2), 4/9 (3 et 4) et 11/9 (5 et 6) à 21 heures sur Canal+ et « mycanal.fr ».

A travers la Presse déchaînée

Ça laisse septique

Sur « tf1info.fr » (11/8) :

« Que faire des milliers de kilomètres de voies ferrées désinfectées ? »

Ces voies ferrées désaffectées pourraient servir de pistes cyclables pour les bobos.

Gare au coup de jus !

Sur le site de France 3 Régions (11/8) :

« Les lampadaires plus anciens, eux, sont éteints à raisin d'un sur deux. »

S'ils ne sont éteints qu'à raison d'un sur deux, c'est pour éviter les pépins.

Médine France

Dans « Le Républicain lorrain » (12/8), au sujet de LFI et d'EELV :

« Leurs prohaines universités d'été. »

Avec ses sorties homophobes ou antisémites, le rappeur Médine, invité à ces deux prochaines universités d'été, n'est en effet pas considéré comme un pro-paix.

Décape et d'épée

Dans « Nice-Matin » (13/8), à propos d'une exposition de peinture :

« Un motif récurant de son œuvre. »

Ce motif récurrent a-t-il permis à des collectionneurs de blanchir leur argent ?

Sur l'album de la Comtesse

BASE DE BAIGNEURS
ET BAINS DESSALÉS

Sécheresse fatale aux pommiers, feux visibles sur des coteaux, sites infestés de crabes. Mas manquant de chambres, lits mauvais, phares qu'on boude et bennes moches. Vieilles fourbes moulues s'étant payé six chambres. Filles à foison empâtées et routards privés de pépètes. Mais toujours l'étape des moulins...

●

LECTEURS : « Au "JDD", le jaune est fâcheux. » – « La laideur atteint les grands. » – « Oh, Céline a péché ! » – « L'affût des baisses. » – « Nyons ravagé par des mégafeux. » – « Dix quêtes de banquet. » – « Des veinards pourront partir en colo. » – « Les routes, c'est bien pourvu. » – « Macron a inspecté les niches de Bormes. »

●

Pubs entêtantes aux JMJ : *« Kits de bateau »*, *« L'art du brick »*, *« Comment retirer sa pêche du flot »* et *« Packs de roussettes »*. Le pape va cesser les bulles ?

LU : « Le Pernod, c'est plutôt occitan. » – « Quelles pâtes étouffantes ! » – « Oh, tous ces zébus dans la nasse ! » – « Votre Serge est avide. » – « On voit plein de Jaunes futés. »

Rue des Petites Perles

Pioché sur le site de « Capital » (13/8), à propos de Ségolène Royal :

« Un changement de carrière à 360 degrés pour l'ex-ministre. »

Un tour complet sur elle-même : c'est la sur-placitude !

Vu dans « L'Union » (19/8) :

« Deux personnes se faisant passer pour de faux policiers sont intervenues au domicile d'une septuagénaire. »

S'ils s'étaient fait passer pour de vrais policiers, on les aurait pris pour des képis conformes.

Cueilli sur le site du « Dauphiné libéré » (19/8), au sujet de la centrale nucléaire du Bugey :

« Le Syndicat des vins du Bugey, dans le but de préserver le rayonnement de ses produits, veut enclencher un nouveau débat autour du nom de la centrale. »

Ce vin rayonnant accompagne très bien l'atome de Savoie.

Prises de Bec

Juan Branco

Frime et châtiment

Doué pour le bruit médiatique, l'avocat et révolutionnaire de salon se voit aussi en procureur, à l'occasion.

QUI A EU L'IDÉE d'affubler l'avocat Juan Branco du surnom d'« Ange noir de Saint-Germain-des-Prés » ? Il a dû adorer ça, lui qui écume le quartier depuis son plus jeune âge, du Café de Flore à l'appartement familial de la rue de Rennes, avec une mine sombre et des gestes d'imprécateur. Comprenez, « on » jalouse son aura, « on » ne lui veut pas que du bien.

Le 8 août, il est arrivé du Sénégal, où sa défense de l'opposant Ousmane Sonko, leader panafricaniste emprisonné, proche des Frères musulmans dans ses jeunes années et grand pourfendeur de l'homosexualité, qu'il souhaite réprimer avec ardeur, a exaspéré les autorités locales.

Inculpé pour attentat, complot, diffusion de fausses nouvelles et actes de nature à compromettre la sécurité publique, Branco a été arrêté alors qu'il s'était déguisé en pêcheur pour fuir le pays en pirogue sur le fleuve Sénégal. Il a dû kiffer ce moment où il s'est vu en Henry de Monfreid, écrivain aventurier et, lui aussi, ancien de l'Ecole alsacienne. Un petit malin qui visiblement ne l'aime guère l'a épinglé sur X (anciennement Twitter) : *« Juan Branco prisonnier politique, c'est la preuve qu'il faut toujours croire en ses rêves. »*

Maintenant qu'il est de retour sur ses terres de toujours, quels vont être ses prochains combats ou, plutôt, ses prochaines cibles ? Car Juan Branco, l'avocat *« révolutionnaire »*, qui rêve de mettre à bas le système et se présente depuis des années comme celui qui attaque les idées et non les personnes, fait tout le contraire.



Kéké d'Orsay

A l'Ecole alsacienne, où son ennemi intime, Gabriel Attal, effectue ses années de collège dans les mêmes classes que lui, Branco se fait persécuteur. *« Dans cette école d'enfants de cadors, qui ont tous des réseaux longs comme le bras, ce qui compte, c'est de se faire remarquer. Juan n'a pas supporté, à cette époque, de passer relativement inaperçu »*, se souvient un ancien de l'établissement. On ne le regarde pas ? Il crée un blog, et se moque des défauts physiques de ses petits camarades. Il sait écrire, faire mal, appuyer sur les blessures adolescentes. Il y a, comme toujours, ceux qui rient, et il y a ceux, bien plus nombreux, qui se taisent et cachent les humiliations subies. De Gabriel Attal, l'une de ses cibles d'alors, dont il révéla ultérieurement l'homosexualité, il fera le symbole de l'oligarchie macronienne en lui consacrant pas moins de huit chapitres dans le livre qui le fera connaître, « Crépuscule » (Au diable vauvert).

A Sciences-Po, il tient sa revanche. Le flamboyant Richard Descoings, directeur d'alors, en pince pour ce jeune homme qui fréquente Godard et Deneuve, étale sa culture cinématographique, fort étendue, qu'il tient de son père, le mythique producteur Paulo Branco. Descoings adore son culot. L'élève fait un stage à la Cour pénale internationale, qui se transforme dans son CV en un poste d'adjoint du procureur. Quand il travaille au Quai d'Orsay, comme stagiaire au cabinet de Laurent Fabius, il se qualifie de *« collaborateur extérieur »*. Branco n'est ni le premier ni le dernier gamin qui veut bouffer le monde et se pousser du col. Mais les libertés qu'il prend avec son CV vont toujours de pair avec de sordides règlements de comptes.

Lorsqu'il rejoint l'équipe d'Aurélie Filippetti, qui travaille à l'élection de François Hollande en 2012, il veut être son directeur de cabinet. Refus de Filippetti, car ce poste n'existe pas. Quand elle est nommée ministre de la Culture, il revient à la charge : nouveau refus. Il menace alors de divulguer des conversations qu'il aurait, dit-il, enregistrées. Elégant. Il s'en expliquera plus tard : *« J'ai vécu un traumatisme très violent. »* Ah, c'était donc ça.

Il poursuit également de sa haine un haut fonctionnaire, Manuel Flam, qui lui avait mis une mauvaise note à Sciences-Po pour absentéisme. Il fait remanier sa fiche Wikipédia dans un sens modérément bienveillant.

Talion d'Achille

Un jour, le voilà qui propose à Xavier Niel de devenir le précepteur de ses enfants. Niel élude, refuse ? Fort bien, Branco en fait le pire suppôt du « système » et divulgue son adresse. Il propose ses services à François Hollande. Refus de l'Elysée, qui vaudra au président d'alors une tribune assassine. A l'époque, le Che Guevara de la rue de Rennes sait encore être drôle. C'est lui que la veuve de Descoings choisit pour prononcer l'éloge funèbre de son mari. Branco, qui se présente comme *« un cerveau prêt à dévorer le monde pour le restituer sans concession et a fortiori le modifier »*, fait un discours sur... l'humilité.

Un rien cintré, Branco ? *« Il a un très fort instinct de conservation. Dans l'affaire Griveaux, il était un peu plus que l'avocat de Piotr Pavlenski, et il a su prendre ses distances pour ne pas être inculpé »*, raconte un haut fonctionnaire qui le connaît bien.

Sur une vidéo récente, il propose la création de tribunaux révolutionnaires. Vive la justice expéditive, explique en substance le jeune avocat. D'ailleurs, avoue-t-il benoîtement, il aimerait bien en être le procureur. Alors qu'on l'écoutait d'une oreille distraite, tout d'un coup, on a nettement moins envie de rigoler.

Anne-Sophie Mercier

MÉMOIRES : SARKOZY SORT LA SULFATEUSE



En revenant de l'expo

Forever Sixties

(Pop et flop)

DES TOILES grand format de Martial Raysse aux couleurs fluo, garnies tantôt de fleurs et d'oiseaux, tantôt d'un sac en plastique ou d'un néon, ainsi qu'un énorme portrait pixellisé de Jacques Chirac par Alain Jacquet accueillent le visiteur. Présentant une petite centaine d'œuvres autour du pop art, cette rétrospective proposée par la Collection Pinault veut nous convaincre que ce courant artistique avait l'esprit rebelle. Qu'il était en phase avec les luttes émancipatrices des femmes, des homosexuels et des personnes racisées. Vraiment ?

Voyez les travaux de l'artiste américaine Sturtevant. Ce sont des « répétitions » d'œuvres d'artistes connus. Ainsi « Warhol Diptych », exacte copie des Marilyn d'Andy Warhol. Cette pratique prétend désacraliser l'art et l'artiste. Chacun peut reproduire librement des œuvres et se les attribuer, car, au fond, nous sommes tous des artistes, n'est-ce pas ? Tout se vaut : un artiste peut en cacher un autre, comme une boîte de soupe Campbell peut en cacher une autre.

On découvre ensuite les travaux de Kiki Kogelnik, amatrice de fusées et d'êtres qui se transforment en robots, dont les pochoirs convenus ne convainquent pas. Puis des œuvres d'Evelyne Axell visant à dénoncer le voyeurisme masculin. Mais – et c'est là une constante de l'exposition –, alors que les idées explorées pourraient nous intéresser, les réalisations ne parviennent pas à émouvoir. Heureusement qu'il y a de longs commentaires muraux pour occuper l'esprit du spectateur...

Voyez « Pace », de Michelangelo Pistoletto : cette photo grandeur nature de deux militants pacifistes munis d'une banderole arborant en son centre l'inscription « Pace » aurait – selon les dires d'une guide écoutée à la dérobée – une dimension participative : grâce au miroir qui en constitue le support, le spectateur se verrait manifester aux côtés des deux militants.

Et c'est au son des Beach Boys et de « Do You Do You Saint-Tropez ? » qu'on découvre « Forever », énorme enseigne de type fast-food composée de 509 capsules et de 28 néons (ils sont écolos, chez Pinault). Cette œuvre est censée suggérer l'idée d'éternité...

Pour finir, le regard se pose sur un panneau composé de coupures de journaux retraçant les principaux événements artistiques des sixties et des seventies. L'un de ces articles l'affirme : *« Les Etats-Unis ont lancé le pop art pour coloniser l'Europe. » Fiat lux !* Adieu l'émancipation, et, dans cette exposition, aucune utopie, peu d'imagination et beaucoup de bavardage.

G. A.

● Au Couvent des Jacobins, à Rennes, jusqu'au 10/9.

Le coin-coin des Variétés

Greenwashing Comedy Club

(On rit vert)

POUR METTRE le public en joyeuse condition, le show commence par des questions auxquelles il faut répondre par *« Green ! »* ou par des huées : *« Faire pipi sous la douche ? – Green ! – Rouler en SUV ? – Hou ! Hou ! »* La suite est moins stéréotypée. Anne Grall, qui a créé le Greenwashing Comedy Club, réussit à faire rire en abordant des thèmes environnementaux ou traitant de consumérisme et de justice sociale. Une approche qui tranche avec les vannes de plus en plus interchangeables de tant d'humoristes de stand-up. Sans exclure l'autodérision. Ainsi, Nicolas Benoît, membre de cette troupe originale, évoquant les personnes flexitariennes, qui, comme lui, diminuent leur consommation de viande, les compare à des *serial killers* qui diraient : *« J'ai réduit, je tue deux fois par semaine et j'essaie d'arrêter. »*

Un spectacle aussi engagé qu'engageant. En plus, c'est au chapeau !

A. A.

● Au Jardin21, à Paris, les 25/8, 15/9 et 29/9.

LE RESPECT DES CONSIGNES





Le Canard enchaîné



Directeur : Jean-François JULLIARD. *La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.* *Rédacteurs en chef : Erik EMPTAZ, Jean-Michel THÉNARD.*



LE GOUVERNEMENT québécois s'est pris les pieds dans le tapis en voulant développer l'usage du français dans un quartier multiculturel de Montréal (« Le Monde », 18/8). Il a fait poser sur certains trottoirs « *de grands autocollants* » avec ce genre de phrases : « *Dindon, champignon, cornichon. Le français, ça sonne bien partout, même à l'épicerie.* » Des adhésifs qui ont vite été arrachés par des piétons en colère : ils rendaient les trottoirs particulièrement glissants…

Tabernacle ! ils auraient mieux fait d'écrire : « *Attention, peau de banane !* »

•

AVIS de gros temps sur l'immobilier chinois : le promoteur Country Garden, victime de sa folie des grandeurs, a vu son cours de Bourse s'effondrer, le 14 août. Exemple symptomatique décrit par « Le Figaro » (15/8), Forest City, le projet de « *ville du futur* » dans le sud de la Malaisie, dans lequel 100 milliards de dollars ont été investis : « *Alors que la ville devait à l'origine accueillir 700 000 habitants sur quatre îles artificielles* (…), *seuls quelques milliers y habitent aujourd'hui* (…). *Près de 90 % des commerces seraient par ailleurs à l'abandon.* »

Il y a comme un malaise chinois, en Malaisie…

C'EST LA RENTRÉE APRÈS LE FORT DE BRÉGANÇON…



L'ANNONCE par une équipe de chercheurs sud-coréens, le 22 juillet, de la découverte d'un matériau supraconducteur à température ambiante, dénommé LK-99, a suscité l'emballement des scientifiques comme des investisseurs. Mais le rêve d'une révolution technologique est vite retombé, après que plusieurs équipes dans le monde ont contredit les résultats du labo sud-coréen. Comme le relatent « Les Echos » (21/8), certains fabricants de supraconducteurs inconnus ont « *décoll[é] à la verticale* » en Bourse, fin juillet, avant de plonger quelques jours plus tard. On en reste donc, pour le moment, aux traditionnels supraconducteurs, qui nécessitent une température inférieure à – 200 °C.

De quoi refroidir les boursicoteurs…

•

DANS UN RAPPORT publié le 21 août, Human Rights Watch accuse l'Arabie saoudite de commettre des massacres à la frontière avec le Yémen. Selon l'ONG, qui appelle à l'ouverture d'une enquête indépendante sous l'égide de l'ONU, « *les gardes-frontières saoudiens ont tué des centaines de migrants et de demandeurs d'asile éthiopiens* » qui ont tenté de pénétrer le royaume wahhabite « *entre mars 2022 et juin 2023* ».

On comprend mieux pourquoi Riyad en fait des tonnes pour détourner les regards vers ses stades de foot, à grand renfort de millions de dollars…

FICHTRE ! PLUS DE 40° C À L'OMBRE



Divorce à la vendéenne

BRUNO RETAILLEAU est devenu **« un tueur »**, ce qu'il n'était pas, précise son ami Yves Gonnord, ancien pédégé de Fleury-Michon. Tout ça à cause de Philippe de Villiers, son ancien **« père spirituel »**, qui n'a pas supporté sa trop rapide ascension sur ses terres vendéennes.

Dans le cadre d'une série d'été sur **« Les guerres locales »**, « Marianne » (17/8) revient sur la **« déchirure »** entre le Vicomte et celui qui fut longtemps son homme à tout faire, du Puy du Fou au conseil général de Vendée. Le récit pourrait se résumer à la longue liste des avanies que fit subir Villiers à son ex-protégé, trop vite émancipé à son goût, tant il voyait son propre déclin dans l'ascension de Retailleau.

Cela commence par un coup de fil de l'Agité du Bocage à l'Elysée, en 2010, lorsque Sarkozy laisse fuiter l'idée de faire entrer Retailleau au gouvernement. L'hyperprésident cède à l'oukase de Villiers. Cela continue par un caviardage digne des régimes communistes, qui fait disparaître Retailleau d'un livre de Villiers consacré au « Puy du Fou – Un rêve d'enfance ». **« Vous savez, Retailleau, je l'ai fabriqué. S'il existe, c'est grâce à moi »**, répète le Vicomte à qui veut l'entendre.

Mais le « Petit Bruno » se rebiffe, conquiert le conseil général de Vendée à la barbe de Villiers, puis la région Pays de la Loire, puis un poste de sénateur ; il quitte le confidentiel MPF pour l'UMP, qui deviendra LR, dont il préside aujourd'hui le groupe au Sénat. L'histoire se termine sur les obsèques du père de Retailleau, en 2019 : la famille s'oppose à la venue de l'Agité du Bocage, qui était pourtant l'ami du défunt, ancien militaire.

En politique aussi, en politique surtout, les histoires d'amour finissent mal en général.

La maldonne des sleepings

TCHOU ! TCHOU ! Le 21 mai 2021, Jean Castex avait joué les chefs de train en souhaitant « bonne nuit, les petits » aux passagers du Paris-Nice nocturne. Premier train de nuit à revoir le jour… L'alors Premier ministre promettait une enveloppe de 6 milliards d'euros consacrée au seul ferroviaire, dont une large partie devait servir à la remise en circulation des lignes de nuit. Au nom de la neutralité carbone ! La bonne idée…

Deux ans plus tard, l'Hexagone n'a pas encore renoué avec l'âge d'or des trains de nuit (« Le Figaro », 19/8). En 2022, 700 000 voyageurs ont emprunté l'une des six lignes au départ de Paris-Austerlitz (Nice, Portbou, Latour-de-Carol, Albi, Briançon, Lourdes). Petit désagrément : le prolongement du Paris-Lourdes jusqu'à Hendaye ne fonctionne que l'été. Une septième ligne (Paris-Aurillac) sera inaugurée fin 2023. Mais la remise sur rail avance à un train de sénateur !

Alors que la compagnie autrichienne ÖBB a déjà ouvert, seule ou en partenariat, 30 lignes de trains de nuit, avec des wagons ultramodernes équipés de douches, de WC et du WiFi, le voyageur français, lui, ne dispose même pas de prise pour brancher son téléphone portable dans de vieilles voitures à peine reliftées. Les Autrichiens ont investi 750 millions d'euros dans leurs trains de nuit. La SNCF évoque le chiffre de 100 millions seulement… Une goutte d'eau sur les 16,7 milliards de subventions versés par les contribuables à notre compagnie nationale.

Il n'y a plus qu'à prendre des cars Macron ?

O. B.-K.

Rien à médire sur Médine

ELLE RAME, elle rame, la Marine ! Elle était pourtant toute contente de sa trouvaille pour sa première université d'été en tant que secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts : un rappeur, ça ferait djeune, dans le vent, à l'écoute des « quartiers » et de leur « colère ». Marine Tondelier aurait dû se méfier : Médine, puisque tel était l'objet de son choix, s'était déjà signalé par des propos homophobes ou hostiles à la laïcité, mais aussi par des « quenelles » à la manière de Dieudonné, comme « Le Canard » (9/8) l'a raconté.

En osant un très mauvais jeu de mots façon Le Pen (père) sur l'essayiste Rachel Kahn – la **« resKAHNpée »** –, le rappeur de rien a aggravé son cas… et celui de Tondelier. Plutôt que de décommander Médine, elle arpente journaux et radios pour justifier sa venue… et s'enfonce un peu plus à chaque intervention. Il n'a fait qu'exprimer, plaidait-elle sur France Inter (18/8), **« un antisémitisme insidieux »**, et d'ailleurs il s'est excusé. Le même jour, dans « Le Parisien », elle tentait d'expliquer que ses prises de position en tant que **« racisé »** (sic) faisaient de lui le meilleur agent possible de la lutte contre l'antisémitisme, car **« il touche des publics que les campagnes de sensibilisation traditionnelles ne toucheront jamais »**. Vu comme ça…

Résultat : Marine et Médine risquent de se retrouver un peu seuls, ce week-end, aux universités d'été du Havre. Les maires écolos de Bordeaux et de Strasbourg, Pierre Hurmic et Jeanne Barseghian, ont annulé leur déplacement ; son prédécesseur, Julien Bayou, la désavoue ; de sa retraite de Bègles, Noël Mamère fustige les réponses **« inquiétantes »** de Tondelier et, plus généralement, la **« faillite écologique de la gauche »**.

Pas la faillite de Médine, en tout cas, puisqu'il sera aussi à la Fête de l'« Huma » et aux journées de LFI.

B. D.

Albion, puissant aimant à migrants

DEPUIS 2018, près de 100 000 migrants ont gagné la Grande-Bretagne par la mer, malgré les naufrages. L'accès quasi hermétique au tunnel sous la Manche a décuplé le nombre de tentatives au départ des plages du Boulonnais jusqu'au Dunkerquois. Et même du Touquet, station chic chère au couple Macron. Selon « La Croix » (17/8), **« l'augmentation des passages s'explique par la professionnalisation des passeurs, qui opèrent loin des côtes** (…). **Pour un bateau de 50 personnes, à raison de 1 500 euros par personne, ils vont avoir une recette de 80 000 euros pour 10 000 à 15 000 euros de frais fixes »**.

Ce marché structuré et mafieux ne fonctionnerait pas sans l'aspiration des candidats à une vie meilleure outre-Manche – l'anglais est souvent leur seconde langue. D'après les chiffres de la Chambre des communes, en 2021, la majorité d'entre eux venait du Moyen-Orient et d'Afrique. En 2022, les Albanais représentaient 16 % des demandeurs d'asile. Il y a également de plus en plus d'Afghans et, nouveauté, une filière vietnamienne. Spécificité bien connue des migrants, le Royaume-Uni ne délivre pas de papiers d'identité ; la probabilité de se faire arrêter pour défaut de papiers et, possiblement, de se faire expulser est donc faible. Ce qui n'est pas le cas en France. En outre, au pays de Charles III, 8 demandeurs d'asile sur 10 obtiennent le statut de réfugié. Mais, ça, c'était avant. Depuis juillet, une nouvelle loi interdit aux migrants entrés illégalement de demander l'asile.

42,1° C ENREGISTRÉS CET ÉTÉ À VINSOBRES, DANS LA DRÔME

La résistance des nonnes

« JAMAIS aux curés ! » C'est le cri anticlérical qu'avait lancé la supérieure du monastère des rédemptoristines, à Saint-Restitut (Drôme), avant de mourir. C'est cette consigne qu'ont suivie, près de deux ans après le décès de la prieure, les deux dernières religieuses du monastère. Septuagénaires craignant d'être déplacées, elles ont légué les biens de la communauté à la municipalité, qui a voté une délibération à l'unanimité… sans se faire prier !

Ce qui a provoqué chez le vicaire général de Valence un accès de panique : **« Je passe beaucoup de temps à essayer d'empêcher une connerie. Ces deux personnes âgées ont fait n'importe quoi »** (« Libération », 16/8). Vraiment ? **« Ce sont les habitants du village qui se préoccupent de ce que nous devenons »**, affirment les deux sœurs.

Pour l'Eglise plane la menace que l'exemple de Saint-Restitut ne fasse tache d'huile ; plus de la moitié des monastères de l'Hexagone, faute de relève, pourraient fermer. Le prélat, dans un recours gracieux, a demandé à la municipalité de revenir sur son vote : les deux moniales auraient été victimes, selon lui, de **« conseils toxiques »**.

Les dévotes jouissent, par-dessus le marché, de l'usufruit. Vade retro, satanas !

J.-L. L. T.

Chinoiseries immobilières

EN CHINE comme ailleurs, quand le bâtiment ne va pas, rien ne va. Après Evergrande, déclaré en faillite il y a une semaine, c'est un autre mégapromoteur chinois, Country Garden, qui menace, cette semaine, de mettre la clé sous la porte. Les deux mastodontes sont incapables de faire face à une montagne de dettes, estimée à 524 milliards de dollars.

La faute à une décennie de frénésie immobilière : les Chinois, qui ont peu d'organismes de prévoyance, investissent massivement dans le béton pour assurer leurs vieux jours. Le tout avec la bénédiction du gouvernement, qui maintenait des taux d'intérêt au ras des pâquerettes. Mais trop c'est trop : on a tellement construit qu'aujourd'hui une habitation sur huit est inoccupée et que les prix des logements s'effondrent.

L'arrêt des chantiers menace de dégénérer en crise sociale – l'immobilier représente 10 % des emplois chinois (« Investir », 19/8) – et financière, en entraînant la faillite en chaîne de banques dont le quart des prêts est consenti au secteur immobilier. Sans parler du gouvernement, qui en tire 20 % de ses recettes fiscales locales.

C'était la mauvaise nouvelle de trop, après la baisse des exportations, le ralentissement de la production industrielle, de la consommation et l'explosion du chômage des jeunes. Le gouvernement a réagi en catastrophe, en baissant ses taux d'intérêt par surprise, le 21 août.

L'usine du monde a des ratés.

H. M.

Donald Trump asocial ?

« WANTED », selon lui, comme un bandit de grand chemin… Donald va-t-il être enfin photographié de face et de profil, lors d'un passage dans la prison du comté de Fulton, en Géorgie ? Sur son réseau perso Truth Social, Trump l'a lui-même trompeté le 21 août : **« Pouvez-vous le croire ? J'irai à Atlanta, en Géorgie, jeudi pour être ARRÊTÉ par une procureure d'EXTRÊME GAUCHE. »** Le desperado de la Maison-Blanche, accusé d'avoir pris l'élection de 2020 au lasso, avait jusqu'au vendredi 25 août à midi pour se rendre… dans le bureau de la procureure Fani Willis, qui doit lui signifier son inculpation pour son fameux coup de fil au gouverneur de Géorgie, Brian Kemp, qu'il avait sommé, le 4 janvier 2021, de lui dégotter 11 000 voix en sa faveur !

« Phoney Fani », « Fani la fausse » : comme pour ses trois inculpations précédentes, Trump qualifie la magistrate de **« tordue, incompétente et très partisane »**. Il faut dire que cette proc de choc, rompue aux procédures contre les gangs d'Atlanta, a recouru à une loi fédérale de 1970, utilisée contre la Mafia, pour inculper Trump de crime en bande organisée aux côtés de 18 co-inculpés, risquant cinq à vingt ans de prison. Une procédure qui démonte, à l'échelon local, le complot contre la démocratie tenté par Trump en janvier 2020. « The Donald » a dû débourser une caution de 200 000 dollars pour échapper à la prison.

Jouant les héros solitaires, l'ex-président, qui brigue sa réélection, a répété, le 20 août, sur Truth Social qu'il sécherait tous les débats de la primaire. Il argue de son bilan, qui parlerait pour lui – **« Le public sait qui je suis et quelle présidence réussie j'ai exercée »** (sic) – et de son avance écrasante dans les sondages – **« Pourquoi autoriserais-je les gens à 1 ou 2 % et 0 % à me poser des questions toute la nuit ? »** lançait-il en juin…

Mais, faire ainsi l'impasse sur les débats avec les sept salopards qui osent lui contester l'investiture républicaine, est-ce vraiment un aveu de supériorité ou un aveu de faiblesse, à l'heure où Trump doit fourbir sa défense judiciaire ? L'un de ses rivaux, Chris Christie, affirme que l'ancien président n'a pas **« le courage de se montrer »**, de débattre, et le traite de **« lâche »**. Sors de là, vieux rascal, tu es fait !

Voilà qui devrait piquer au vif l'éternel outlaw de la politique américaine, qui refuse déjà de s'engager à respecter le résultat de la primaire…

D. F.

TRUMP AU TRIBUNAL



COCORICO ! La France se hisse sur le podium des pays comptant le plus de millionnaires, volant la troisième place au Japon. Le dernier rapport sur la richesse mondiale publié par les banques Credit Suisse et UBS en dénombre 2,8 millions dans l'Hexagone. La cause de cette « *réussite* » tricolore tient, comme l'explique « Le Figaro » (16/8), à ce que « *les ménages français, dont le patrimoine est composé à près des deux tiers par de la pierre, ont bénéficié de la bonne tenue des prix de l'immobilier* ». Un chiffre à relativiser : être propriétaire d'un 100-m² à Paris suffit amplement à entrer dans la catégorie des millionnaires, et ce n'est pas pour autant qu'on devient un fervent défenseur du grand capital.

Mélenchon ne dira pas le contraire, lui qui est propriétaire d'un appartement à Paris évalué en 2022 à 1,2 million d'euros !

•

À LA VEILLE DE LA COUPE DU MONDE DE RUGBY : FRANÇAIS MOYEN SE REGARDANT DANS LA GLACE



•

LES ÉCOUTES frauduleuses se multiplient sur les plateformes de streaming : elles permettent aux artistes qui en achètent de doper leur visibilité et leur audience. Comme le rappelle « Le Figaro » (17/8), « *acheter des fausses écoutes est illégal* ». Ce qui n'empêche pas certains sites de proposer en quelques clics des formules alléchantes : 7 euros pour 1 000 écoutes, 59 pour 10 000 écoutes, ou encore des abonnements à 89 euros pour 25 000 écoutes mensuelles.

Qui a dit que le streaming ne payait pas ?

•

POUR RÉDUIRE leurs frais, certains hôtels n'hésitent plus à installer des boîtes à clés. « Le Parisien » (21/8) donne l'exemple d'une société « *dont le modèle le moins cher, qui permet de ranger six trousseaux, coûte 1 500 euros hors taxes. Alors qu'un salaire de réceptionniste de nuit s'élève à 1 600 euros brut hors primes, ce dispositif peut se révéler plus rentable* », à condition de ne pas oublier de transmettre le digicode aux clients.

Quelle époque… Même Spirou va se retrouver au chômage !

Jérôme Canard